

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 24. — 21 Février 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Bas les pattes devant l'U.R.S.S. !

L'offensive déclenchée contre l'Union soviétique se poursuit en s'accroissant. On en est maintenant à parler d'une démarche collective de trois grandes puissances représentées à Moscou pour protester contre les « persécutions religieuses ». Le pape dénonce solennellement la « barbarie soviétique ». L'archevêque de Cantorbéry, idem les dignitaires d'autres confessions protestantes. Tous ces gens se sont entre-tués jadis ; l'histoire de leurs Eglises est pleine de meurtres, d'assassinats, d'incendies, de destructions, d'atrocités de toutes sortes et celles-là authentiques. Ils sont tous d'accord aujourd'hui contre l'Etat prolétarien qui, par la seule propagande, libère des populations longtemps asservies aux superstitions et au mensonge entretenus par les popes ivrognes et paresseux.

Cette campagne n'est pas isolée ; elle n'a pas non plus surgi inopinément. Elle fait partie d'un plan. Il est caractéristique que l'attaque ait été menée d'abord par Kérénsky, ce complice bavard et lâche de Kornilov. C'est lui — qui a tant de sang innocent sur les mains — qui a dénoncé le premier les « atrocités » bolchéviques ; son rôle était de mobiliser les forces « de gauche ». Puis, curés de toutes confessions et de tous pays l'ont suivi, rassemblant les éléments d'ordre et de conservation sociale. La mystérieuse disparition du général Koutiépov, chef militaire des blancs, fournit à la presse bourgeoise le prétexte d'excitations quotidiennes contre les représentants soviétiques. Le Mexique donne l'exemple de la rupture des relations diplomatiques accomplie dans des conditions grossières et brutales. Comme il est dépendant financièrement et politiquement de Washington et de Wall Street, c'est, derrière son acte, la main de l'Amérique qui apparaît. Enfin s'il était nécessaire de montrer que l'Union soviétique n'est pas un Etat « comme les autres », la décision des juges allemands et français acquittant escrocs et fabricants de faux, Tchervonetz opérant au détriment de la Russie soviétique en apporterait une nouvelle preuve.

Les Etats bourgeois se sont toujours défendus féroceement contre les fabricants de fausse monnaie ; ils les traquent et les frappent sans pitié. Mais cette arme de la fausse monnaie, leurs valets de cour la sanctionnent quand elle est dirigée contre l'Union soviétique. L'acquiescement des fabricants de faux Tchervonetz ne peut être considéré que comme une invitation à continuer ; pourquoi ne le feraient-ils pas puisqu'ils savent que l'impunité est assurée ?

Sans doute ce n'est pas la guerre ouverte, avec canons et mitrailleuses. On a vu déjà d'autres campagnes contre les « atrocités » bolchéviques, d'autres ruptures diplomatiques et de plus importantes. L'affaire Koutiépov reste l'appauvrissement de quelques journaux de police, beaucoup hésitent à s'y risquer. C'est la rencontre de ces campagnes qui donne à l'attaque présente son importance et sa signification. Et il faut encore noter l'attitude de la bourgeoisie allemande dont la politique s'oriente de plus en plus sur l'Occident. Il y a des formes

de guerre sournoise aussi dangereuses que des opérations militaires.

Il est à peine besoin de préciser l'attitude de l'opposition de gauche devant cette menace de la contre-révolution. Cette attitude ne saurait varier. Quelles que soient la vigueur des critiques qu'elle élève contre la bureaucratie stalinienne, l'ardeur inflexible qu'elle met à la combattre, elle sera toujours au côté de l'Union soviétique menacée. Mais en même temps, elle ne renoncera ni à critiquer le régime stalinien ni à le combattre parce qu'elle considère que ce régime affaiblit et trahit l'Etat prolétarien en favorisant le développement au sein de l'Union soviétique des forces de contre-révolution et en encourageant par là l'audace des émigrés appuyés sur la contre-révolution mondiale. Cette attitude a d'ailleurs été maintes fois dénoncée par nos camarades russes de l'opposition de gauche et tout récemment encore à propos du conflit sino-russe.

Aussi est-ce avec surprise que nous avons lu ces jours-ci une protestation qui nous est parvenue concernant la révélation de l'assassinat de Bloumchine et notre récrispation de cet acte odieux.

Son auteur, le camarade Saball n'est pas pleinement d'accord avec nous. Nous avons eu déjà l'occasion de discuter. Mais la discussion avait montré que les divergences existantes ne portaient que sur des points secondaires non sur l'essentiel. Voici ce qu'il nous écrit :

Je proteste énergiquement contre la note parue dans la Vérité du 7 courant au sujet de l'affaire Koutiépov.

Je considère l'édition d'un tract sur l'exécution de Bloumchine absolument et stupéfiement inopportune, d'autant plus que vous dites : « Plus la Russie soviétique est menacée, plus nous devons dénoncer la criminelle politique de Staline. »

Criminelle contre qui ? Contre nous, oui. Mais contre le capitalisme elle est normale puisque nous devons nous défendre par tous les moyens. Alors pourquoi vider une querelle dans un moment pareil ?

Ce geste, la masse ne le comprendra pas et sera désorientée. Dans tous les cas, cela ne vous apportera pas de la sympathie. Vous faites comme la S.F.I.O. et comme Kérénsky et apportez de l'eau à la roue de Deterding.

Malgré la duplicité, les fautes et l'entêtement criminel de Staline, je ne peux pas faire chorus avec nos pires ennemis en leur donnant un coup d'épaulle supplémentaire dans la rupture avec l'U.R.S.S. Nous devons taire notre rancœur pour plus tard, quand le danger sera pressé.

Toujours pour Trotsky, mais pas pour une action pareille. Le coup stupide de ses partisans lors du X^e anniversaire, on tente de le rééditer — et c'est pire. Nous devons défendre non Staline, mais l'U.R.S.S. seule — avec ou sans Staline. Il serait naïf de croire que si un conflit éclatait, Staline seul tomberait.

Si cette protestation émanait d'un camarade moins informé, nous pourrions à la rigueur la comprendre. Quand on voit toutes les forces de réaction

déchaînées contre la Russie soviétique, le premier mouvement est de faire front à l'attaque. Mais c'est précisément parce que nous voulons défendre l'Union soviétique que nous ne pouvons pas lâcher la cliqué stalinienne, surtout en ce moment.

Comment, c'est au moment où l'attaque se déclenche que Staline fait fusiller Bloumchine, qu'il traque avec une féroacité accrue les oppositionnels déportés, qu'il refuse à Racovsky, gravement malade des soins nécessaires. Et nous devrions nous taire ! N'est-ce donc pas là un criminel sabotage de la Russie soviétique ? Il faut pourtant rappeler que jamais la répression contre les adversaires politiques du régime soviétique n'a atteint pareille cruauté. Les spécialistes révolutionnaires ont lutté, avec armes et bombes, contre la Révolution d'Octobre ; ils ont été les agents de l'Entente qui leur fournissait argent et munitions. Ils ont détruit, saqué, ils sont responsables de la mort de milliers d'ouvriers révolutionnaires. Mais d'eux n'a été fusillé. Ils ont été jugés et condamnés ; tous ont eu la vie sauve. Mais Staline fait fusiller Bloumchine sans procès ; il le fait fusiller clandestinement ; il veut cacher ce crime odieux ; tous ses journaux se taisent. Et nous, par notre silence, nous ferions ses complices. Nous abandonnerions des hommes qui ont fait leurs preuves durant toute la Révolution, qui

ont toujours été au premier rang dans les combats, à l'heure où la Révolution a plus que jamais besoin d'eux ! Non, cela n'est pas possible.

Par sa politique zigzagante, Staline livre l'Union soviétique à la contre-révolution. Un jour le koulak est l'allié, c'est sur lui qu'on mise ; le lendemain on le pourchasse en vertu d'une « collectivisation » de l'agriculture réalisée par des moyens uniquement bureaucratiques et par suite vouée à l'échec. En même temps on décime les forces de Révolution par les déportations, l'exil et l'assassinat des meilleurs. Oui, l'Union soviétique est entourée d'un monde d'ennemis et il faut les combattre. Mais il faut combattre en même temps une politique qui ne peut que les servir.

Que le camarade Saball y réfléchisse. Des raisons de se taire, on en trouverait toujours. Il ne fallait rien dire lors du XII^e anniversaire parce qu'il prétendait-on, le moment était mal choisi. Il ne s'agissait pourtant que de fêtes. Et aujourd'hui il faudrait se taire parce que l'Union soviétique est menacée. Nous sommes convaincus qu'après avoir pesé nos raisons il se rendra compte que c'est du côté de l'opposition que se trouvent les meilleurs défenseurs de l'Union soviétique.

LA VERITE.

TARDIEU RENVERSÉ

Peut-être, lorsque ces lignes paraîtront, sera-t-il à la fois guéri et de nouveau ministre. Ce n'est pas ce qui importe. La signification de la crise est ailleurs. Son équipe ministérielle avait été laborieusement rassemblée et elle n'était pas fameuse. Il n'y avait que le nombre où beaucoup de petits requins grouillaient. Lui-même n'était pas un grand ministre ; il était un peu mâté et ses procédés trop voyants. L'écens des journalistes ne manquait pas, mais on sait ce qu'il vaut et ce qu'il coûte et il ne faisait que souligner l'échec du ministre réalisateur qui, ayant promis la prospérité, n'apportait que le renchérissement du coût de la vie. Et il y avait là Briand et Loucheur pour donner le croc-en-jambe décisif au bon moment.

En son fond, la crise ministérielle est l'expression directe du malaise existant, surtout dans certaines couches de la population, petite bourgeoisie, commerçants, paysans qui, après les années grasses s'accroissent difficilement à la perspective des temps difficiles, quand le blé se vend mal tandis que les impôts grimpent ainsi que le prix des objets fabriqués et des engrais.

Mais le malaise s'étend maintenant aux autres couches, encore privilégiées. Il n'y a pas de crise économique à proprement parler, même dans le bâtiment et la métallurgie la situation demeure excellente. Ce qui caractérise le moment présent, c'est l'incertitude.

On ne sait pas où on va et la bourgeoisie, qui avait cru en Tardieu, ne trouve pas l'homme capable de lui ouvrir des perspectives. Poincaré a « rétabli la confiance ». Il a rassuré profiteurs et tripoteurs qui ont ramené en France l'argent qu'il faisait patriotiquement à l'étranger pour le mettre hors d'atteinte des « spoliations » de l'offensif Cartel. Mais maintenant ?

Les socialistes « de gauche » à la Paul Faure racontent que la Chambre actuelle est trop réactionnaire pour qu'un nouveau ministre cartelliste soit possible. C'est une absurdité et ils le savent bien ; ce n'est là chez eux qu'un prétexte pour ne pas s'exposer à démonétiser le socialisme avant 1932 et arriver en bonne posture devant les électeurs. Briand a fait sa politique même avec la Chambre du bloc national.

En fait, la bourgeoisie française est à un tournant. L'Etat a reconstitué une Trésorerie bien pourvue par une fiscalité qui commence à peser trop lourd sur la production. D'où le cri de : « Dégrèvements ! dégrèvements ! » Mais alors, de la coulisse, Poincaré-le-Sauveur riposte : « L'équilibre avant tout ».

D'où incertitudes et hésitations propices à la valse des ministères.

La bourgeoisie a montré, lors des conflits récents, qu'elle était décidée à la lutte et refusait même les relèvements de salaires indispensables. A nous de savoir profiter de son désarroi.

LA SEMAINE

Au Tonkin.

Des événements importants ont eu lieu il y a quelques jours dans cette colonie : des tirailleurs du poste de Yen Bai se sont révoltés contre leurs chefs, aidés dans leur révolte par des paysans, à Hanoi, ont eu lieu des actes terroristes, des mouvements plus ou moins amples ont éclaté en divers points.

Pour le gouvernement, pour la presse à ses ordres, la situation s'explique de façon bien simple : la cause des événements, c'est la main de Moscou, c'est la propagande communiste déjà responsable de ce qui se passe aux Indes et en Chine et le remède est aussi très simple à trouver : la répression. Le gouverneur général de l'Indochine, Pasquier, écrivait il y a peu de temps :

Au point de vue de la politique intérieure, il partira par ce même courrier un grand rapport d'ensemble pour le ministre qui lui montrera, faits précisés et pièces jointes, l'importance de l'organisation communiste en Indochine, organisation à laquelle nous nous sommes attaqués, que nous avons disloquée, et que nous continuons de poursuivre avec ténacité. L'ensemble de la population ne désire que la paix et la tranquillité, mais il y a ces ferments de troubles, nous n'avons pas à les chercher. Il nous faut arracher cette mauvaise herbe, pour empêcher nos beaux champs pacifiques d'être envahis par l'étranger.

Chez les socialistes, on se montre comme d'habitude serviteurs plus habiles, plus intelligents de la bourgeoisie. Dans le *Populaire*, on accorde évidemment une part de responsabilité dans ces événements à la propagande communiste, mais on ajoute que cette propagande a rencontré un terrain favorable et les socialistes proposent immédiatement un certain nombre de mesures pour gêner le développement des idées révolutionnaires. Ces mesures consistent à permettre à quelques indigènes de devenir avocats, professeurs ou officiers au même titre que les Français. En créant une bourgeoisie indigène, on aura ainsi supprimé la rivalité des races, née de « méthodes périmées de colonisation ». Citons un passage édifiant du *Populaire* :

Il ne serait d'ailleurs pas besoin d'avoir recours à l'armée pour maintenir l'ordre en Annam, au Tonkin et en Cochinchine, si la rivalité des races n'était en toutes occasions avivée par des mesures maladroites et même provocantes.

Les administrateurs coloniaux et leur ministre n'ont pas encore compris que la guerre a suscité en Indochine comme dans le monde entier un vaste mouvement de revendications, qu'il est stupide de le contrarier.

On n'en finirait plus s'il fallait dresser ici la liste des mille petites vexations et des dures injustices dont souffre ce peuple annamite qui a gardé la fierté de son passé.

Il n'en peut résulter qu'un mécontentement général.

Le gouvernement de M. Tardieu comprendra-t-il à quelles conséquences catastrophiques risquent de nous conduire des méthodes périmées de colonisation ?

Pour l'*Humanité*, il s'agit d'un « mouvement de révolte parfaitement coordonné » contre l'impérialisme par « des forces qui sont les seules capables de faire la révolution nationale et de conquérir l'indépendance du pays ». Ces forces sont constituées par les militaires, les paysans, les ouvriers, les intellectuels. C'est bien faible comme analyse marxiste ; on y retrouve les mêmes erreurs théoriques, que celles qui furent commises en Chine : libération nationale, bloc des classes. En Indochine, surtout au Tonkin, voisin de la province chinoise du Yunnan, la répercussion des événements révolutionnaires de Chine fut grande ; les procédés de colonisation, ceux de Pasquier comme ceux de Varenne, n'ont apporté que misère aux indigènes tandis que des fortunes considérables s'élevaient sur leur exploitation. L'Indochine, comme la plupart des colonies françaises, n'a pas été industrialisée aussi fortement, qu'elle le furent les colonies anglaises. Aussi le prolétariat industriel ne s'y trouve pas développé considérablement ; cependant il y a des mines très importantes, en particulier au Tonkin. Dans la relation officielle des événements qui

viennent de s'y passer n'apparaît aucun lien entre les révoltes de militaires et de paysans, et les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie ; pourtant l'*Humanité* avait annoncé il y a quelques mois des mouvements de grève très importants. Les coups de main de Yen Bai, les bombes de Hanoi montrent la révolte profonde qui existe au cœur des indigènes mais ils font apparaître aussi la faiblesse idéologique des révolutionnaires. Les bourgeois ont à ce sujet mauvaise grâce à se plaindre de la propagande communiste, c'est-à-dire de celle de l'I.C. ; ses formidables erreurs privent ces mouvements de l'aide indispensable qui leur permettrait de s'étendre puissamment, de saper profondément les bases des impérialistes.

Relations avec l'U. R. S. S.

Deux manifestations ont eu lieu, à quelques jours d'intervalle concernant les relations avec l'U.R.S.S. Aux Sociétés Savantes, la *Liberté* avait convoqué la réaction parisienne pour exiger la rupture ; de là, un certain nombre de personnes sont allées rue de Grenelle pour manifester devant l'ambassade soviétique. Le gouvernement, pour des raisons diplomatiques, les a empêchées de dépasser le boulevard Raspail, c'est-à-dire à quelques centaines de mètres de l'ambassade. Quelques arrestations ne furent pas maintenues.

A la Grange-aux-Belles, le P.C. avait convoqué les travailleurs parisiens pour se dresser contre la campagne actuellement menée contre l'U.R.S.S. Dehors, des forces de police considérables prêtes à se jeter sur les assistants si ceux-ci avaient seulement tenté de pousser quelques cris à la sortie. Le gouvernement a ainsi montré une fois de plus ce que signifiait faire régner l'ordre dans Paris et quel genre de relations il désirait entretenir avec l'U.R.S.S. Un peu partout les gouvernements ont l'air de se laisser faire douce violence par « l'opinion publique », en ce qui concerne les relations avec l'Union soviétique. Et l'évêque d'Yves, disciple de celui qui tendait la joue gauche à celui qui avait frappé la joue droite, déclare très catégoriquement :

« J'estime que toutes les nations devraient protester auprès du gouvernement de Moscou par voie diplomatique, même au risque de provoquer un conflit ».

Celui-ci crie « Dieu le veut ! », Kérensky « La démocratie le veut ! »... pas un n'ose dire franchement « Le capitalisme l'exige ».

Démagogie.

La Chambre a abordé la discussion de la loi de finances ; la nature des impôts et leur pourcentage vont être déterminés.

Ces discussions intéressent assez peu les prolétaires puisqu'en fin de compte, en régime capitaliste, c'est le travail qui paie tandis que la fortune acquise est très peu atteinte. La droite et la gauche ont échangé des propos violents, mais les uns et les autres votent les mêmes budgets quand ils gouvernent. Cette bataille oratoire ne répondait qu'à des préoccupations électorales (ce sont celles dont les députés tiennent compte le plus longtemps possible à l'avance). La droite déclare que c'est la mauvaise gestion du Cartel, qui est la cause des lourds impôts qu'elle doit voter ; et la gauche répond que c'est la faute du Bloc National qui dépensait des sommes que « le Boche devait payer ». Les uns et les autres oublient de remonter jusqu'à la guerre, car ce serait le régime capitaliste qui serait mis en cause.

Grève de la faim.

Au Cherche-Midi, trois anarchistes ont fait la grève de la faim pendant 15 jours. L'administration leur avait arbitrairement supprimé le droit de visite (les visiteurs et les condamnés sont d'ailleurs séparés par une double grille) et en réponse à leur geste de protestation, les flanqua dans des cachots infects de cette prison. Au bout de 15 jours, la place a accordé satisfaction, mais il a fallu mettre Odéon à l'infirmerie. Il y a seulement quelques années, de nombreux journaux auraient protesté, des manifestations auraient eu lieu ; aujourd'hui on annonce ça comme un fait divers. La grève de la faim est terminée, avec satisfaction, mais au Cherche-Midi, souffrent encore des malheureux. La *Vérité* dira bientôt la vie qu'y mènent ceux qui ont été condamnés par les tribunaux militaires.

Les membres du Parti se désintéressent de la Conférence nationale

Toute la période d'activité, depuis mars 1929, de la section française de l'I.C. va être examinée en une Conférence nationale dans un mois. Ce serait dans un véritable parti communiste un copieux ordre du jour pour les cellules et rayons que d'étudier cette période, d'en tirer les leçons et d'élaborer l'orientation politique à la lumière des expériences faites.

Dans son rapport à la conférence, la direction déclare : « Les réunions préparatoires à la C.N. ont été suivies par une infime partie des membres du parti ». Cette infime partie, ce fut : dans le 1er rayon, 735 membres, 32 cellules ; environ 30 à 35 membres étaient présents, soit un par cellule ; dans le deuxième rayon : 760 membres, 45 cellules ; 50 présents ; dans le quatrième rayon : 800 membres (rayon, pourtant composé du 13e, 14e et 15e de Vitry), présents 70. Compte étant tenu de la distribution des mandats (un pour quatre membres), ces quelques chiffres représentent assez fidèlement ce qui se passe dans tous les autres rayons. Il en résulte qu'environ 70 p. cent des membres du parti, dans la région parisienne, n'ont ni participé ni suivi les discussions de la C.N. Ces chiffres viennent confirmer les résultats des assemblées d'information où le maximum des présents fut d'environ 200 pour tout le P.C. On voit donc toujours, entre 70 et 80 p. cent de camarades, qui se désintéressent complètement de la vie du Parti et qui ne participent nullement à l'élaboration de sa politique.

Les dirigeants peuvent s'étonner, protester même, contre l'absence de vie politique à la base du Parti. Cet état de fait est l'œuvre de la politique du Parti depuis cinq années. C'est à cette condition seulement que la fraction stalinienne peut gouverner. L'I.C.N. a noté dans toutes les colonies qu'au début de cette ère stalinienne eut lieu la transformation du Parti en cellules qui, par sa réalisation mécanique, n'a pas atteint ses objectifs politiques. Elle n'a fait que permettre à la fraction stalinienne de conserver la direction du Parti et de réduire aux tâches d'exécution les membres des cellules. Depuis lors, le Parti a perdu 40.000 membres qui, aux dires des dirigeants, seraient tous des « opportunistes ». Des propos, aveux de ces dirigeants, « l'état des cellules est alarmant ». Quant aux effectifs, leurs aveux sont probants. Est-ce là ce que nos dirigeants entendent lorsqu'ils déclarent que « sur la plupart des points des objectifs du 6e congrès ont été atteints » ? Ont-ils donc oublié l'un de ces objectifs : « Transformer les usines en citadelles du communisme » ?

Tous ces bluffs, toutes ces faiblesses et ces insuffisances, beaucoup de camarades les constatent mais quant aux remèdes, ils les entendent confusément et sont surtout dominés par le désir de ne pas faire chorus avec les ennemis du communisme qui ont à tort et à travers « décomposition ». Les communistes n'ont nul besoin des conseils attendris.

VIENT DE PARAITRE

Le numéro 18 de

la Lutte de Classes

Exceptionnellement sur 80 pages,

2 francs

Sommaire :

- EDITORIAL. — L'assassinat de Bloumkin.
- L. TROTSKY. — C'est-ce que la révolution permanente ?
- A. TARQUIN. — Le crise de la dictature militaire en Espagne.
- K. LANDAU. — La situation politique en Allemagne et la crise du Parti communiste.
- PROMETEO. — Faenza-Milan.
- P. SIZOFF. — Grandeur et décadence de la grève générale en Angleterre.
- A. ARIAT. — Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (I).
- H. LACROIX. — La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

ABONNEMENT

France, 1 an 20 fr. 6 mois 10 fr. Etranger, 1 an 30 fr. 6 mois 15 fr. Comp. chèq. postal. Naville 1333-80 45, Boulevard de la Villette, Paris (X)

L'attachement au communisme est vivace, la classe ouvrière sait distinguer entre les lourdes fautes du Parti et les trahisons socialistes. Mais la situation est quand même grave et c'est le devoir de chaque communiste d'étudier comment en sortir.

Que la direction se dispense des blâmes aux cellules. C'est sa politique et ses mesures fractionnelles qui lui ont assuré « ce monolithisme dans l'inertie ». Il ne suffit pas d'inviter périodiquement à la discussion, « symbolique ». C'est tous les jours que les membres du Parti doivent participer à la vie du Parti, au contrôle de ses organismes dirigeants, à leur élection libre. Une politique fautive imposée par des mesures fractionnelles mène aux aventures dont quelques-unes sont encore toutes fraîches. En voulant « former des cadres », on fait chamber de jeunes militants par des Marion, lesquels, un beau matin, se découvrent travaillistes ! On oublie que les cadres d'un P.C. se créent certes dans l'étude mais surtout dans l'élaboration de sa politique et dans son action quotidienne.

L'*Humanité* du 23 janvier convie le Parti à ne discuter que « l'application pratique » des thèses du 10e plénum. Nous examinerons cette application pratique. Mais nous n'oublierons pas qu'au temps de Lénine, c'était en regard de l'action communiste que la justesse de la ligne politique se vérifiait. Pour un parti communiste, sa ligne politique, c'est son bulletin. Et quand, durant des années, le parti s'est essouffé en vain, a vu fondre ses effectifs, il ne peut se contenter de remettre ça « en ordonnant de taper plus fort ». Il faut qu'il regarde si son outil a été trempé dans une analyse juste de la situation. Ce n'est pas la première conférence nationale depuis cinq ans. Ce n'est pas la première fois qu'on nous parle de « tournant décisif ». Nous pourrions ici citer des textes précis mais leur énoncé n'apporterait rien. Toutes ces décisions de conférences ont été impuissantes, il faut revenir à une politique communiste au sein du Parti, rendre la parole au Parti.

Ce ne sont pas là des formules magiques qui, comme d'habitude, effacent toutes les erreurs. On ne sort pas d'un tel coulis par une formule ou une prouesse. Tous les militants se rendent compte que le Parti communiste, dans cette période de stabilisation temporaire du capitalisme, ne remplit pas les tâches qui sont siennes, et que son action bruyante et désordonnée ne tient pas lieu d'une politique réellement communiste.

Le cas du P.C.F. n'est pas une exception dans l'I.C. Il n'y a d'issue pour l'I.C. que par le retour à la politique, et au régime de l'I.C. du vivant de Lénine. Pour cela, en premier lieu, la réintégration dans les rangs de ceux qui en furent exclus quelquefois d'accord pour lutter sur la base des principes fondamentaux de l'I.C. Il faut que le Parti retrouve sa vie en cessant d'être une fraction.

Par leur action au sein du Parti, les militants de l'Opposition Communiste de gauche doivent ouvrir dans ce sens ; exclus leur tâche s'élargit car ils doivent limiter les conséquences néfastes des défaites dans le mouvement révolutionnaire, ne pas laisser s'éparpiller ceux que le Parti désorienté, lutte contre ceux qui tirent bénéfice des défaites du Parti. L'Opposition communiste de gauche par l'étude et l'action quotidienne doit réhabiliter le programme communiste. Les membres du Parti qui se rendent compte de l'orientation néfaste de la fraction dirigeante doivent venir renforcer les rangs de l'Opposition communiste de gauche. C'est le seul moyen de lutter pour le communisme.

Tous les discours, les concours d'émulation ou les conférences nationales sur les tâches pratiques, ne pourront constituer de remède à l'absence de vie politique de la base du Parti et à la régression de son influence sur la classe ouvrière.

Achetez toujours
la « VERITE »
au même marchand

COMMENT LA LUTTE CONTRE LE
CHOMAGE NE DOIT PAS ÊTRE MENÉE

Berlin, 14 février. ouvrier. Au contraire. Il permet au réfor-

Le bureau de l'Internationale communiste pour l'Europe occidentale — l'ins-titut créé pour les actions à date fixe et à l'échelle mondiale — a lancé pour le 6 mars un appel à des « manifestations puissantes » rassemblant à la fois les ou-
vriers affectés au chômage et ceux qui travaillent dans tous les pays. Il faut évi-
demment se réjouir de ce que les stratè-
ges du nouveau cours aient découvert ces
mois derniers le « problème » du chômage.
Mais ce qui est moins réjouissant, c'est
qu'ils ne posent pas le problème du chô-
mage dans ses rapports avec la situation
concrète de chaque pays, mais de cette
façon schématisée dont nous
avons déjà vu la formule le 1^{er} août, pre-
mière journée internationale de lutte.

Depuis le V^e Congrès mondial on a
pris l'habitude, dans l'I.C., de découvrir
de temps en temps un « problème central »
qui, selon « l'essor révolutionnaire » pour
l'ensemble de la planète, est proclamé
comme « problème central » pour tous les
pays.

Pendant l'été et l'automne dernier, c'é-
tait le mouvement international de grève
devant la grève politique de masse —
même en l'absence de moins dans les thèses
de l'Exécutif ; maintenant c'est du soi-
disant mouvement de masse révolution-
naire parmi les chômeurs dans les cinq
parties du monde que le C. E. de l. C.
attend la destruction des bases mêmes du
capitalisme.

Demain ce seront sans doute les pay-
sans révolutionnaires qui entreront dans
un mouvement révolutionnaire, en l'hon-
neur du congrès paysan international qui
doit se tenir à Berlin vers le 15 mars, il
semble que le bureau de l'Europe occi-
dentale, dans sa sage prévoyance de ce
« degré plus élevé de l'essor révolution-
naire », ait avancé la journée mondiale de
lutte contre le chômage du 12 au 6 mars.
Sans doute, pour qu'il y ait un intervalle
un peu plus grand d'un degré à l'autre.

De telles parades avec des « grandes
journées de lutte » sont évidemment rien
à voir avec la nécessité de faire entrer la
masse des chômeurs dans le front gé-
néral de lutte de la classe ouvrière. Mais
certains mots d'ordre que le bureau de
l'Europe occidentale a émis pour la jour-
née de lutte, tel que celui de « création
d'organisations de chômeurs » sont vrai-
ment tout à fait dangereux.

Si ce mot d'ordre doit avoir un sens —
c'est-à-dire s'il doit être moins stupide
que celui du « secours de chômage équi-
valent au plein salaire » — cela ne peut
être que de créer des organisations spé-
ciales de chômeurs, donc des unions de
chômeurs.

Ce mot d'ordre a lui-même révéle tout le
manque de sérieux et l'ignorance extrême
des bureaucraties phrastiques qui discrédit-
ent actuellement le communisme.

Quelle peut être la signification des
unions de chômeurs ? Tout au plus celle
de fixer, dans des formes d'organisation,
l'isolement dans lequel se trouvent déjà
les chômeurs par rapport aux ouvriers
d'usines. C'est-à-dire qu'elles feront le
jeu des bureaucraties syndicales ; car
ceux-ci appuient dans la plupart des pays
cet isolement (qui est à un certain degré,
la suite inévitable du détachement de l'ou-
vrier du processus de production) en ex-
pulsant les chômeurs des syndicats.

La formule d'unions séparées des chô-
meurs a pour point de départ l'illusion
dangereuse selon laquelle les masses or-
ganisées des chômeurs pourraient amélio-
rer leur terrible sort sans le secours des
ouvriers d'usines et des syndicats. Il
n'existe pas d'union parmi toutes celles
de la 3^e période qui poussent avec tant
de rapidité, qui soit aussi dangereuse
que celle-ci.

Le chômage permanent, tel qu'il se pré-
sente en Allemagne, en Autriche, en An-
gletterre, en Pologne, est placé les com-
munistes de ces pays devant la tâche d'em-
pêcher, de toutes leurs forces, que les
différends et les tensions entre ouvriers
d'usines et chômeurs soient artificielle-
ment accentués, comme les réformistes
tentent de le faire systématiquement. Le
chômage n'est pas, d'une manière géné-
rale, un facteur propre à renforcer le cou-
rant révolutionnaire dans le mouvement

misme de renforcer ses positions dans
les usines, car la crainte du chômage est
un des meilleurs alliés du réformisme.
D'autre part il permet aussi au réformisme
de chasser des usines les éléments les
plus conscients et les plus révolution-
naires. Enfin, il n'y a aucun doute que
plus longtemps il dure, plus le chô-
mage est démoralisant, paralysant pour les ou-
vriers.

Pour que les grands dangers que fait
naître le chômage ne soient pas absolu-
ment dévastateurs, il faut que toute sé-
paration dans le domaine de l'organisa-
tion entre les chômeurs et les ouvriers
travaillant soit évitée ; donc : pas d'un-
ions séparées des chômeurs, mais lutte
active dans les syndicats pour que les
chômeurs ne soient pas exclus et pour
que les hommes de confiance des chô-
meurs soient reconnus par les syndicats.
Mais ce n'est pas encore là la question
essentielle ; ce n'est pas la forme d'or-
ganisation du mouvement des chômeurs
qui est décisive, mais les méthodes de lutte
contre le chômage. C'est d'elles que dé-
pend la question d'organisation.

Si les limites de la lutte purement syn-
dicale sont extrêmement restreintes dans
la période actuelle, la lutte pour des ré-
formes sérieuses en faveur des chômeurs,
n'a absolument aucune chance de succès.
Seules de grandes actions de masse de
l'ensemble du prolétariat peuvent arracher
provisoirement certaines concessions
au capitalisme, seules des luttes de masse
acharnées groupant chômeurs et ouvriers
au travail peuvent leur apprendre qu'ils
ne pourront vraiment améliorer leur si-
tuation d'une façon durable que par le
renversement du régime capitaliste exis-
tant.

Y a-t-il quelque chose dans l'I.C. pour dou-
ter de cette vérité élémentaire ? Même
le bureau de l'Europe occidentale fait ap-
pel à « l'union d'action révolutionnaire des
chômeurs et des ouvriers ».

Nous y voyons l'appel à la solidarité ne
mener jamais la masse des ouvriers dans
la rue aux côtés des chômeurs. Et cet ap-
pel à la solidarité n'empêchera pas non
plus les masses de chômeurs désespérées
de favoriser la déprédation des salaires.
L'art d'un parti révolutionnaire ne con-
siste pas à lancer ces appels avec une
abondance d'affiches géantes et par de
bruyants discours, mais dans le fait de
concentrer la lutte sur les questions aux-
quelles, dans leur intérêt propre, les ou-
vriers et les chômeurs sont également in-
téressés. Mais cela dépasse évidemment
les limites d'un kolenta, valable pour les
cinq parties du monde et il faudrait que
le front de lutte des différents partis s'ad-
apte aux circonstances concrètes de leur
pays. La situation de l'Allemagne est spé-
ciale ; le parti devrait y mener toutes ses
actions sous l'angle de la lutte contre le
plén Young, action centrale à laquelle de-
vrait être rattachée la lutte des chômeurs
et des ouvriers contre la politique fiscale,
douanière et sociale. Et la situation en Au-
triche est encore différente ; là le parti
devrait faire entrer la lutte des chômeurs
dans une action centrale contre le fascis-
me, pour un programme prolétarien de re-
vanches immédiates.

Une seule chose est valable d'une façon
générale pour tous les pays : la lutte ne
peut pas être menée de la façon dont se
le représentent les bureaucraties de l'ap-
pareil stalinien, au moyen de grandes pa-
rades, d'articles et de discours ron-
flants. — K. L.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition Communiste
45, Boulevard de la Vierge, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Adresser tout ce qui concerne l'ad-
ministration à P. Frank

Tout ce qui concerne la rédaction, à
A. Rösmer

La falsification historique continue
de plus belle au sein du mouvement
communiste et, à l'occasion du XII^e
anniversaire de l'Armée Rouge, l'appar-
eil stalinien réécrit l'histoire pour sa-
tisfaire sa politique étiquée, qui ne
correspond nullement aux aspirations
des jeunes cerveaux révolutionnaires.

La Jeunesse communiste, prépare,
pour le 23 de ce mois, une fête pour
glorifier l'Armée Rouge, mais elle ignore
l'histoire héroïque de cette armée
qui, par son enthousiasme et sa foi ré-
volutionnaires, a été capable de vaincre.
Hélas ! l'appareil de la Jeunesse com-
muniste est bien étranger à cet élan
qu'a connu l'Armée du prolétariat, car
il cherche, parmi ses bureaucraties, les
futurs historiens de l'Armée Rouge —
ceux qui sauront décrire la formation
et l'évolution de l'Armée prolétarienne,
sans prononcer même le nom de Trots-
ky. Car, maintenant, une chose est
certaine, pour tous ceux qui sont avé-
nément dans la ligne : c'est que Trots-
ky n'a joué au sein de l'Armée Rouge
qu'un rôle très secondaire, mais que,
par contre, Staline a été toujours sur
la brèche et a su, par sa technique et
sa capacité d'organisateur, conduire
l'Armée Rouge à la victoire !

Nous ne voulons pas reprendre ici
tout l'historique de la fondation et du
développement de l'Armée Rouge, mais
nous voulons toutefois, par notre con-
tribution, tenter d'arracher le voile du
mensonge qui obscurcit la pensée des
militants et en particulier de nos jeu-
nes camarades qui viennent au commu-
nisme sous la nouvelle école stalinienne.

On ne peut détacher la fondation de
l'Armée Rouge des journées de l'insur-
rection d'Octobre où les formations de
gardes rouges constituèrent la première
défense armée de la Révolution. L'Armée
prolétarienne fut créée en février 1918
pour défendre les conquêtes de la Ré-
volution contre la réaction intérieure
et extérieure.

Dès le début de la Révolution et par-
ticulièrement pour la défense de Pé-
trograd contre les bandes kornilovistes
de Kérénsky, en novembre 17 et qui
se termina par la victoire de Poulkovo.
Trotsky avait joué un rôle de premier
plan et par son esprit d'organisation, il
apporta vigoureusement l'action des
marins et des soldats rouges qui allaient
consolider la victoire du prolétariat.
L'Armée rouge naissait pratiquement
dans l'action sous l'égide du camarade
Trotsky, qui devint son organisateur.

Pendant les années 1918-19-20, de-
vant les Tchécoslovaques, sur la Volga,
sur les fronts Sud et Ouest, où s'achè-

ment les mercenaires de la contre-ré-
volution mondiale, Trotsky anime l'é-
lan et le courage formidables des ou-
vriers et paysans de l'Armée Rouge.

L'Armée de la Révolution finit, au
prix des plus rudes sacrifices, par bous-
culer et rejeter hors de la Russie des
Soviets, les Youdenitch, les Koltchak,
les Dénikine et les Wrangel. Les con-
quêtes d'Octobre sont sauvées, la Révo-
lution est victorieuse et Trotsky laisse
au prolétariat la forme mûre d'une
Armée Rouge qui doit être au service
du monde ouvrier.

Staline falsifie l'histoire et exige que
l'on raye le nom de Trotsky des écrits
sur l'Armée Rouge : il redoute de voir
survenir ici la figure de l'animateur de
cette armée. L'appareil du Parti et de
l'I.C. calomnie même le nom de Trotsky
et des oppositionnels aux gardes blancs,
et il fait fusiller Bloumkin, accusé de
« trahison trotskyste » ! La bureaucratie
internationale veut corriger l'histoire
qui ne permet pas une telle déforma-
tion, car tous les marins, soldats et ou-
vriers du front de Tsarskoïe Selo sa-
vent que Trotsky ne fut jamais pendant
les heures tragiques, du côté des dé-
serteurs. Tandis que d'autres, mainte-
nant directeurs d'usines, de coopérati-
ves, même des membres du C.O. actuel,
luttaient sourdement ou même ouver-
tement contre la Révolution !

La jeunesse communiste a le droit de
connaître la vérité sur le rôle de Trots-
ky et elle demande qu'il ne soit pas per-
mis, pour satisfaire une clique bureau-
cratique, que dans une brochure sur le
Soldat de l'Armée Rouge, on laisse vo-
lontairement de côté le rôle joué par
celui qui fut l'un des meilleurs soldats
de l'Armée révolutionnaire.

La jeunesse ouvrière qui est dure-
ment exploitée à l'usine veut autre chose
qu'une nourriture intellectuelle fre-
latée, car c'est dans le mensonge que
résident une des principales causes de la
faiblesse idéologique des J.C. en Fran-
ce et dans les autres sections de l'In-
ternationale. On ne forme pas ainsi une
jeunesse bolchéviste et l'on n'arrive pas
à une maturité révolutionnaire avec des
textes passés par la censure stalinienne.

Le XII^e anniversaire de l'Armée Rou-
ge doit appeler autre chose que des
fêtes, des concours d'émulation et les
3^e mitrailuses. Il doit être l'occasion
d'expliquer aux jeunes ce qu'est l'Ar-
mée du prolétariat, comment peut sur-
gir l'Armée de la Révolution et à quel
prix elle sauve et consolide les conquê-
tes de la Révolution.

Daniel LEVINE.



Dessin d'un camarade des Jeunesses.

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste ⁽¹⁾

L'IMMINENCE DE LA GUERRE

« Pas d'accord avec les réformistes »

Une autre conclusion importante découlant de la « troisième période » est présentée par Molotov sous la forme suivante :

« Plus que jamais la tactique de coalition entre les organisations révolutionnaires et les organisations réformistes est aujourd'hui inacceptable et nuisible ». (Pravda N° 177, 4 août 1929).

« Plus que jamais ». Elle l'était donc — inacceptable — déjà précédemment ? Comment alors expliquer toute la politique des années 1926-1928 ? Et puis pourquoi cette coalition — inacceptable en général — est-elle devenue particulièrement inacceptable maintenant ?

Parce que désormais — nous répond-on — nous sommes entrés dans l'ère de recrudescence révolutionnaire. Mais alors comment oublier que lorsqu'on fit bloc avec le conseil général des trade-unions on motiva cette mesure en prétendant que l'Angleterre — alors aussi — était entrée dans l'ère de recrudescence révolutionnaire et que la radicalisation des masses ouvrières anglaises allait pousser les réformistes vers la gauche ? Par quel raisonnement la sageesse d'antan de la tactique stalinienne se retournerait-elle comme un gant ? Mais nous chercherions vainement à éclaircir cette énigme. S'étant échaudés à l'expérience du comité anglo-russe, les opportunistes du « centrisme » veulent tout simplement se prémunir, par un serment solennel, contre toute gaffe à l'avenir. De quoi, hélas ! leur serviront les meilleurs serments s'ils n'ont toujours pas compris la leçon qui se dégageait de cette expérience.

En effet, l'erreur de l'accord anglo-russe ne résidait pas du tout dans le fait même d'un accord passager avec le conseil général qui, à l'époque (1926) inclinait incontestablement à gauche. L'erreur initiale fut d'avoir conclu le bloc non sur la base de données franches et concrètes, accessibles à la compréhension de la masse ouvrière, mais sur la base de phrases faussement pacifistes et de formules mensongèrement diplomatiques.

Mais la principale erreur — et qui devint un véritable crime — de nos stratégies est de n'avoir pas su rompre immédiatement et franchement lorsque, changeant son fusil d'épaule, le conseil général se mua d'allié incertain en ennemi déclaré de la grève générale.

La façon dont les réformistes subissent l'influence de la radicalisation des masses est en tous points semblable à celle dont les libéraux subissent l'influence de la révolution bourgeoise. D'abord les réformistes suivent le déplacement des masses vers la gauche, dans l'espoir d'y maintenir leur pouvoir. Puis, lorsque ce mouvement dépassant la limite des réformes, la masse ouvrière réclame la rupture ouverte de ses chefs d'avec la bourgeoisie, la majorité des réformistes, changeant brusquement de ton et de suivents apeurés qu'ils étaient, deviennent franchement briseurs de grève et traîtres. Toutefois une fraction d'entre eux — et souvent non des meilleurs — passe dans le camp de la révolution.

Un accord momentané avec les réformistes, dans la phase précise où ils se sentent contraints de glisser à gauche, peut devenir nécessaire. Mais cet accord doit prévoir implicitement la rupture nette et inévitable dès qu'ils font brusquement marche arrière. Pour déloger pas à pas la social-démocratie de ses positions, il serait avant tout nécessaire d'avoir une conception d'ensemble bien claire quant à son rôle historique, conception dont il n'y a même pas trace dans les directives actuelles.

Ces directives consistent tantôt à emboîter le pas à la social-démocratie (méthode Brandler 1926-1928), tantôt à vouloir confondre social-démocratie

et fascisme, la méthode révolutionnaire faisant place à d'impuissantes bordées d'injures. D'où, comme résultat, les errements des six dernières années : renforcement de la social-démocratie et affaiblissement du communisme. Les directives schématiques du Xe plénum ne pourraient qu'aggraver encore une situation déjà par avance suffisamment déficitaire. Il faut être bien simple d'esprit pour croire que par l'unique vertu miraculeuse de la « troisième période », la classe ouvrière va abandonner en masse la social-démocratie, et pousser la bureaucratie réformiste dans les bras du fascisme. Il n'en sera rien car le processus se déroulera par des voies infiniment plus tortueuses et contradictoires. Que tous les Molotov se le disent donc bien une fois pour toutes : le mécontentement croissant contre le gouvernement social-démocrate en Allemagne ou travailliste en Angleterre, et l'évolution des grèves partielles et disséminées vers des mouvements de masse de plus en plus amples, auront comme conséquence infaillible (quand ça viendra !) le glissement à gauche d'une très grande partie du camp réformiste, tout comme les fluctuations intérieures en U.R.S.S. provoquent le glissement du camp centriste, celui-là même dont Molotov faisait partie.

A l'exception peut-être des éléments les plus conscients de l'aile droite (tels Thomas, Hermann Muller, Renaudel, Jouhaux, etc...) les social-démocrates et les gens d'Amsterdam seront bien contraints dans certaines circonstances de prendre eux-mêmes la tête du mouvement. Nous savons d'avance qu'ils ne la feront que pour mieux relancer ce mouvement dans des limites bien étroites ou pour frapper le prolétariat dans le dos dès que ces limites viendraient à être forcées, mais bien que nous en avertissons ouvertement l'avant-garde prolétarienne, force nous est d'ajouter que des centaines et des milliers de fois encore les communistes devront composer avec les réformistes jusqu'à prendre eux-mêmes l'initiative de pareilles ententes pour conserver la main sur la direction et rompre au moment précis où ces alliés peu sûrs viendront à trahir ouvertement. Cette politique sera surtout inévitable à l'égard de la social-démocratie de gauche, celle-là même qui, lors de la radicalisation des masses, est forcée davantage de se poser en antagoniste de l'aile droite jusqu'à devoir peut-être s'en séparer par une scission ouverte. Et cependant une telle perspective n'infirme en rien que la tête de la social-démocratie de gauche est presque toujours composée des éléments les plus vicieux et les plus dangereux de la bourgeoisie.

Comment pourrait-on, par exemple, se passer d'un accord pratique avec les réformistes dans les cas où ce sont eux qui détiennent la direction technique des grèves ? Si momentanément ces cas sont encore rares, cela tient au fait que le mouvement gréviste est encore faible et que les réformistes peuvent encore l'ignorer ou le saboter. Mais lorsque des masses de plus en plus importantes se verront entraînées, les ententes s'imposeront de part et d'autre. Même nécessité encore de composer avec les formations social-démocrates et avec leurs chefs eux-mêmes — plus vraisemblablement avec une partie d'entre eux — dans la lutte antifasciste. Cette dernière éventualité pourrait être plus proche qu'on ne croit, non seulement en Autriche mais même en Allemagne.

Ainsi donc les directives du Xe plénum s'avèrent être inspirées surtout par une mentalité d'opportunistes moralement apeurés. Nous entendons déjà les Staline, Molotov et autres alliés d'hier de Tchang-Kai-Chek, Van-Tin-Vet, Purcell, Cook, Fimmen, La Follette, Raditch, s'écrier que l'opposition de gauche préconise le bloc avec la IIe Internationale ! Mais ces exclamations n'empêcheront pas que lorsque la ra-

dicalisation des masses les prendra de nouveau au dépourvu, ces bureaucrates proclameront une « quatrième période » ou une « seconde phase de la troisième période » et que tous les Molotov se déclareront prêts à entrer « des deux pieds » dans la période d'expériences opportunistes genre « comité anglo-russe » ou « Kuomintang ouvrier et paysan ».

N'oubliez pas votre passé d'hier !

Ce serait l'occasion pour tous les chefs actuels du parti communiste français — comme des autres partis de l'Internationale aussi d'ailleurs — de se souvenir un peu de leur passé d'hier : sauf les tout jeunes, tous sont sortis des rangs réformistes sous la poussée à gauche des masses. Cela ne nous a pas empêchés — nous, bolchéviks — d'entrer en accord avec ces réformistes gauchissants en les faisant toutefois souscrire face à la masse à nos conditions bien précises. Zimmerwald entre autres fut une de ces sortes d'ententes. Comment se fait-il alors que ces social-patriotes d'hier soient tellement assurés que demain, les masses « abordant les premières positions d'une recrudescence révolutionnaire », ne verront pas sortir de leurs rangs une nouvelle couvée de Cachin, Monmousseau, etc... (une couvée plus réussie faut-il espérer) et que ces messieurs ne se feront pas de nouveau tirer l'oreille jusqu'en première ligne du combat révolutionnaire, en nous forçant tantôt à signer avec eux des accords momentanés avec 21 — et s'il le faut 42 ! — conditions, tantôt à les rejeter tête en avant dans leur marais réformiste dès qu'ils balotent en retraite.

Les théoriciens officiels se trompent complètement lorsqu'ils expliquent le renforcement de l'aile droite du communisme par le fait que les réformistes au sein du parti se sont effrayés de la soi-disant radicalisation des masses. C'est faire montre d'un manque absolu de psychologie politique ! Car s'il y avait réellement à l'heure actuelle une recrudescence révolutionnaire quelconque, on verrait tous les Brandler, Ile et Lovestone se déplacer eux-mêmes vers la gauche, et cela serait surtout vrai pour des ambitieux genre Sellier, Garchery, etc... qui n'ont qu'un seul souci, qui est de conserver leur mandat. Certes, cette faculté des opportunistes à glisser à gauche n'est pas illimitée et arrivés au Rubicon d'une décision capitale ou de l'insurrection, ils reviennent promptement à droite. Ce fut vrai jusque dans les rangs mêmes d'un parti aussi éprouvé que était le parti bolchévik : voyez Zinoviev, Kamenev, Rykov, Kalinine, Tomski, Louatcharski, etc...

Et alors ce n'est qu'après la victoire que les opportunistes tournent de nouveau à gauche, ou plus exactement du côté du manche, tels : Losovsky, Martynov, Koussinen, etc., etc..., et à leur suite, les héros genre Pepper, Cachin, Frossard, etc... Mais ce sont toutes éventualités avec lesquelles nous sommes en France, hélas ! loin de compte. Et si à l'heure qu'il est les opportunistes français ne vont pas vers la gauche mais retournent au contraire à droite, c'est là un signe infaillible du relâchement des masses, de l'affaiblissement du parti et de ce que tous ces ambitieux pour conserver leurs mandats municipaux et autres sentent l'avantage qu'il y a pour eux de marcher contre le communisme. (A remarquer qu'en donnant naissance au parti « ouvrier et paysan » en remplacement de « parti prolétarien », Louis Sellier et Cie ont ainsi réalisé pour l'Occident la formule géniale que Staline destinait à l'Orient).

La perte d'éléments aussi pourris serait un bienfait pour le parti si par malheur la politique mensongère, irresponsable, aventuriste, à la fois lâche et vaniteuse, qui caractérise les di-

rectives officielles ne facilitait à ces transfuges une retraite commode dans laquelle ils arrivent à entraîner avec eux des éléments prolétariens précieux dont la place demeure dans les rangs communistes.

Encore et toujours le danger de guerre

Pour mieux compliquer encore les choses, on corse cette soi-disant imminence de la recrudescence révolutionnaire d'une non moins certaine imminence de la guerre.

Cette fois pour défendre sa thèse, Molotov dirige d'une manière bien inattendue les foudres de sa science contre Varga, théoricien et courtisan fameux, ayant toujours toute prête une parole aimable pour chaque « prince », tantôt à gauche, tantôt à droite, selon le temps qu'il fait. Le malheur a voulu que cette fois il ait raté son coup. Trop au courant de la presse étrangère avec faits et chiffres, il a omis de déplacer à temps le méridien de l'Internationale communiste de manière à le faire passer exactement à l'endroit où Molotov allait poser son pied gauche. Aussi s'était-il permis d'apporter très respectueusement l'amendement suivant :

« Aucune des grandes puissances ne désirant momentanément résoudre par une guerre la tension des contradictions inhérentes au régime impérialiste, force est de chercher à les résoudre au moyen de la politique des réparations ».

On aurait pu penser que cette formule archiprudente énonçait une vérité indiscutable. Mais, comme elle exigeait quand même un certain effort de réflexion, elle eut le don de mettre Molotov hors de lui.

« Comment peut-on croire — la-pissait-il — qu'aucune des grandes puissances n'estime rationnel de résoudre les contradictions impérialistes par la guerre ? Tout le monde sait — écoutez, écoutez : c'est Molotov qui parle ! — tout le monde sait que la menace d'une nouvelle guerre impérialiste augmente tous les jours ».

Et voilà que pour Varga « c'est le contraire qui est vrai ». N'est-ce pas inouï ? Comment Varga ose-t-il « nier que la tension et les contradictions sont inévitables précisément à la suite de l'application du plan Young ».

Tout ceci est tellement bête et primaire que cela désarme, même l'ironie. « Tout le monde sait que la menace d'une nouvelle guerre impérialiste augmente tous les jours. » Quelle puissance de pensée ! Tout le monde sait ! Malheureusement ce n'est connu que d'une très petite partie de l'humanité, et le nouveau maître de l'Internationale communiste lui-même ignore comment, en fait, a lieu cette aggravation du danger de guerre. Il est faux qu'elle augmente « tous les jours », tout comme il est faux que « tous les jours » les masses vont de plus en plus à gauche. Nous avons affaire à un processus dialectique avec, tantôt des accalmies, tantôt des recrudescences des tensions impérialistes. Molotov n'a-t-il jamais entendu dire que même le développement des forces productives du capitalisme — un de ses caractères fondamentaux cependant — ne se produit pas « tous les jours » mais sous forme d'alternatives de crises et d'essors avec certaines périodes où l'on voit les forces productives diminuer ou même subir une destruction (en temps de guerre). Les processus politiques suivent une voie analogue mais avec des alternatives plus opposées encore.

L. TROTSKY.

Constantinople, 8 janvier 1930.
(A suivre.)

(1) Voir les numéros des 24, 31 janvier 7 et 14 février.

LETTRES DE MOSCOU ET DE SIBÉRIE

La situation des ouvriers. = Plan quinquennal et koulaks. = "La Vérité derrière les barreaux"

La rédaction du Bulletin de l'opposition russe nous communique les lettres suivantes, qui viennent de lui parvenir :

DE MOSCOU

Janvier.

A Moscou, le travail politique est mené principalement en ordre dispersé. Chez les ouvriers, règne un mécontentement sourd et apathique. L'alimentation est difficile. Maintenant les objets manufacturés sont aussi rationnés. L'abaissement des prix de revient, si on y parvient, se fera entièrement aux frais d'une pression sur la force de travail. Les frais généraux non seulement ne diminuent pas mais augmentent généralement. Si quelqu'un manifeste l'ombre d'un mécontentement : « les ouvriers réclament le renvoi de l'ennemi de classe ». C'est ainsi qu'on assure l'émulation et l'enthousiasme des masses.

Voilà un exemple : à une ouvrière prise d'une défaillance, le chef d'atelier refuse l'autorisation de sortir. Pour qu'on ne croie pas à sa mauvaise volonté et pour ne pas encourir les conséquences du « chômage frauduleux », l'ouvrière continue à travailler jusqu'à ce qu'elle tombe évanouie. Alors les ouvriers l'emportèrent à l'ambulance où l'on jugea nécessaire d'appeler les secours médicaux d'urgence. Des faits pareils ne sont pas rares.

Dans le lieu de déportation, Solomitchino (Oural), un de nos camarades déportés, Ikanovsky, fut blessé la nuit dans son sommeil par des coups de feu tirés à travers la fenêtre et qui le blessèrent aux deux mains, lui écrasant les os de la main droite. Malgré que la blessure, après le pansement du médecin, se fût infectée, on lui refusa pendant plus de deux semaines la faculté d'aller à Oural'sk recevoir les soins chirurgicaux nécessaires. On a même tenté de le faire passer pour un simulateur. Mais à la fin on a été obligé d'admettre la réalité de l'attentat.

Encore un exemple : à un de nos camarades déportés dans l'Oural, on a refusé pendant trois mois le secours obligatoire (parce que tout travail est interdit en général. N.D.L.R.) A ses demandes on répondait par des sarcasmes : « Allez le chercher à Moscou » (Les déportés qui s'éloignent du village fixé pour leur déportation s'exposent à des peines de prison. — N.D.L.R.) Ne pouvant subvenir à ses besoins, il a dû faire une demande pour être incarcéré dans un isolateur. A l'égard de nos camarades déportés, l'administration use d'un arbitraire épouvantable. L'infraction à n'importe quel ordre irrégulier du Guépéou (par exemple : l'interdiction de téléphoner) entraîne la menace : « Narim ou le bagne ». (Narim est un lieu de déportation en Sibérie, redouté pour les souffrances que les déportés y endurent. — N.D.L.R.)

Récemment, j'ai pu parler avec un sympathisant qui appartient à la direction d'une usine. Je reproduis brièvement ses paroles : « Il est difficile de caractériser l'humeur des cercles directeurs de l'économie autrement que par la confusion et l'incertitude. Rarement, quelqu'un élève contre le plan quinquennal. Mais personne n'est persuadé de ses possibilités. Principalement à cause des modifications successives du plan. La dernière fois, lorsque nous avons modifié ce qui concerne la réduction des prix de revient et l'augmentation des salaires, nous avons prévenu le conseil de l'Economie Nationale que ces chiffres étaient illusoire. On nous a répondu : « Faites ce qu'on vous dit. » Alors nous obéissons. »

Les masses gardent le silence. Nous sommes dans la période de stagnation malgré le progrès indiscutable de l'industrie. Il n'y a pas de réelle croissance de l'initiative prolétarienne. Je ne me tromperai pas en disant que l'époque rappelle pour beaucoup celle qui suivit la réaction d'après 1905. On pratique l'abstention ; on ne va pas aux réunions, on n'arrive qu'au moment du cinéma. (De nombreuses réu-

nions politiques comportent une partie de cinéma. — N.D.L.R.) Quand on s'attend à réunir six cents personnes, il n'en vient pas deux cents. Si l'on demande à l'ouvrier : « Pourquoi ne viens-tu pas ? », il répond : « On ne nous y dira rien de neuf ». « Ça va, on se passera de moi. »

Dans les réunions ouvrières, beaucoup de demandes véreuses arrivent au bureau : « Où est Trotsky ? Qu'est-ce que fait Trotsky ? etc... »

Beaucoup d'ouvriers ne viennent aux réunions que pour le renouvellement des contrats collectifs. Les appels des journaux ne portent que sur une petite couche supérieure de la classe ouvrière — et encore pas pour longtemps.

Cette année doit voir de grandes réorganisations dans les usines et les fabriques. Dans les conditions actuelles du régime et du parti, la direction individuelle ne fait qu'approfondir la situation déjà difficile. — R.R.

DE L'U. R. S. S.

Les volte-face de la stabilisation définitive à la stratégie de la troisième période, du bloc avec les traites à l'isolement, des courbettes devant Amsterdam, à la déclaration : « Les inorganisés sont le sel du prolétariat » et leur appel à combattre les oppositions intérieures au parti, — tout ça, ça n'est pas seulement l'ultra-gauchisme mais une danse de Saint-Guy démagogique et un monstre. On doit les fouetter jusqu'au sang.

Mais quelles leçons tirer de 1924-1925? Maslov, Fischer, Urbahns, Treint, ce sont des faits. Beaucoup de leurs partisans d'alors ont été sincèrement défendre une « position de gauche » contre notre « opportunisme », notre « pessimisme », etc. C'était un mensonge largement organisé. Maintenant la même histoire recommence : Chambelland avec ses quarante ans de paix sociale est mis au même rang que Trotsky ! Cela rappelle non seulement la stratégie zinovéviste mais encore sa tactique : tromper les révolutionnaires honnêtes. Beaucoup de nos camarades prennent un air consterné quand on commence à parler d'ultra-gauchisme. On ne connaît pas les faits. On doit vaincre ce danger. Nous n'avons pas éclairé suffisamment les questions internationales...

... La victoire de l'appareil sur les droites a encore désorienté davantage le parti et a renforcé le centrisme. Cette situation de fait exige un document dans lequel l'opposition prendra nettement position sur les questions principales de la politique actuelle. Ce document doit grouper les camarades et aider à liquider définitivement les tendances demi-capitulardes qui veulent atténuer les divergences entre nous et le centrisme. Il faut de toute nécessité les combattre plus résolument, cela ne peut être qu'utile à nos tâches...

... Il faut éclaircir la question du dernier discours du « contremaître » (Staline. — N.D.L.R.). Il a été immédiatement fixé dans la résolution des sous-contremaîtres (c'est-à-dire l'appareil. — N.D.L.R.).

La majorité des nôtres ici présents se sont opposés « de droite » aux « révélations » stalinienues. Le centrisme est également insupportable quand il se traite à la remorque des droites ou quand il prétend devancer les gauches.

Liquider les koulaks en deux ans et en même temps édifier la société sans classes à la campagne, cela doit aboutir à perdre les appuis de la classe ouvrière à la campagne comme pendant le bloc centre-droite. Mais alors on obtenait ce résultat sous le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » et maintenant, sous le mot d'ordre « Liquider le koulak ». Ici, où je me trouve maintenant, c'est un secteur de soi-disant collectivisation complète. Comme résultat les paysans égorgent le bétail, vendent leur bien : « Rien à faire, il faut aller à la commune »...

... La situation dans le pays est gra-

ve. Les tendances droitières se renforcent colossalement. Beaucoup, qui ont sans réfléchir soutenu les dirigeants dans tous leurs actes contre nous, prennent, maintenant une conscience tout à fait claire de leur idéologie de koulak. Ils estiment qu'en haut le « trotskysme » l'emporte et ils attribuent à cela la cause de tous les malheurs. Les autres sanglotent simplement : « Évidemment il y a du vrai dans ce que vous dites. Mais tout de même... » « Le cours de droite c'est la catastrophe, mais le cours actuel nous inquiète. » Tout le monde travaille sous la pression puissante de l'appareil. Il y en a aussi qui sont persuadés de la justesse de notre point de vue. Mais plus que d'acquiescer dans le tête-à-tête, ils ne le font pas, parce que « la plate-forme de l'opposition de gauche est adoptée » et aller dans la voie de l'exclusion, surtout quand dans l'opposition elle-même a déferlé une vague contraire, cela ne les attire pas.

Ceux-là forment une réserve pour le cas d'une restauration du bloc centre-droite ou d'une victoire des droites. Aujourd'hui toutefois, ils ne veulent pas lier la lutte pour le renforcement du nouveau cours à la lutte pour notre retour non seulement à la direction mais même dans le parti.

Pour eux il est absolument suffisant de développer notre idée dans les limites de la prétendue « ligne générale », en adoptant les couleurs protectrices du centrisme. En même temps ils trouvent quelquefois « pratiquement » nécessaire, quand ils sont acculés, de désavouer l'opposition.

Ceux que les difficultés effraient et les opportunistes conscients dirigent leurs coups contre le centrisme en caractérisant leurs efforts comme un cours du « trotskysme » et rejetant la responsabilité de tous les malheurs sur notre ligne. Les membres du parti commencent à réfléchir et sous l'influence des grandes difficultés et des fautes évidentes, ils s'inquiètent et nous demandent : « C'est cela que vous avez voulu ? » Par conséquent nous devons dégager notre responsabilité de l'ultra-gauchisme fanfaron, en expliquant que le centrisme a fait sur nos têtes une conversion à 180° et même sur certaines questions à 360°, revenant à son point de départ « gauche » (La construction du socialisme en trois ans par la croissance du « puissant moyen paysan » à l'intérieur de la collectivisation)...

... Que la Pravda ne publie plus rien sur votre activité à l'étranger, je pense que cela s'explique par votre déclaration énergique contre la droite et la justesse de votre ligne politique générale. Il est très bien que vous ne donniez pas prise à des attaques absurdes et ainsi vous compliquez la tâche imposée aux capitulards de se désolidariser d'avec vous...

... Surtout bravo pour avoir repoussé tout à fait énergiquement les fautes

d'Urbahns, Paz et autres. Nous fu-geons tout à fait nécessaire de poursuivre une ligne absolument décisive de démarcation sur les principes. Dans les circonstances actuelles, il est surtout important de garder une ligne nette et irréductible. Quoique notre nombre puisse en souffrir, la fidélité absolue à nos idées ne doit pas vaciller. La qualité emportera la quantité.

La capitulation générale des droitières doit recevoir une appréciation sérieuse. Est-ce la restauration du bloc centre-droite ou le triomphe de l'absolutisme centrisme ? Je pense que c'est la dernière hypothèse qui est juste. Les déclarations de pénitence des droites ne sont que camouflage. La coalition large : Boukharine-Staline-Zinoviev-Smirnov, ce n'est pas le parti monolithique mais toujours la même arène de luttes. Le seizième congrès du parti peut apporter un nouveau regain à la lutte centre-droite. La possibilité d'un nouveau déplacement de forces à tous les étages du parti n'est pas écartée. — X.

DE SIBÉRIE

Une série de smirnovistes ont refusé de signer une déclaration indigne de I.N. Smirnov. Des projets successifs de Smirnov, vous pouvez apprécier combien révoltant est son marchandage politique. Les smirnovistes du rang sont absolument démoralisés. Ils écrivent des déclarations individuelles. Ou bien, comprenant le sens de la déclaration de Smirnov, ils commencent à se plaindre du régime actuel et à réviser leurs positions, etc... ils reviennent à nous. Dix variations de cet ordre sont notées.

Un camarade qui se brouilla quelque temps à l'isolateur de Tchéliabinsk nous révèle que la veille des fêtes d'Octobre, Sosnovsky, Boudou Mdivan et Kassarazé ont été extraits de l'isolateur. La direction qu'on leur a fait prendre est inconnue. Le bruit court qu'il s'agit du Guépéou de Sverdlovsk. Les Tchéliabinski (les camarades de Tchéliabinsk) sont tout à fait résolus. Ils ont édité un journal de prison La Vérité derrière les barreaux (rédacteur : L. Sosnovsky). On dit qu'il est très nourri. Ils nous prient de vous transmettre son salut chaleureux...

Le 7 novembre, à votre nom, furent envoyés plusieurs télégrammes de partout, d'exil et de prison. Vous sont-ils parvenus ? Dans quelques colonies de déportés il y a des changements ; on laisse travailler dans les administrations soviétiques. Cela tient probablement aux ennuis que leur a créés, avec les sommets, leur « opportunisme pratique. » Maintenant ils essaient d'améliorer leur affaire. Pour longtemps ? Nous verrons. Mais c'est une exception tout à fait rare. La majorité des camarades ne reçoivent aucun travail, malgré la pénurie de qualifiés. On ne propose qu'un travail grossier : fendre et scier le bois, nettoyer. — N. N.

CLASSE

22

par ERNST GLAESER

remporte un éclatant succès car personne n'avait décrit avec un tel souci d'exactitude et une telle humanité, le drame que vécurent à l'arrière les femmes et les enfants pendant la guerre.

Traduction Cécile Khoertner et Joseph Delage

Un vol. : 15 francs

ÉDITIONS VICTOR ATTINGER

La situation de l'industrie française

Si l'industrie automobile n'est pas une industrie « clé » c'est une industrie extrêmement importante de par son influence sur la vie économique des nations. Le chiffre d'affaires mondial de cette industrie dépasse deux cent cinquante milliards par an. On comprend toute l'importance d'un pareil nombre pour l'économie des grandes nations productrices : États-Unis, Angleterre, France, Allemagne, Italie. Donnons quelques chiffres :

Pour l'Amérique, les exportations d'automobiles représentent 14 0/0 de la production. Pour la France, elles s'approchent de 30 0/0 et pour l'Italie elles représentent 75 0/0. En ce qui concerne le marché intérieur, il a été vendu en 1929, en Amérique, plus de quatre millions de voitures automobiles dont plus de deux millions cinq cent mille à crédit. La vente à crédit dans cette branche représente du reste 60 0/0 de la consommation intérieure des États-Unis.

L'industrie automobile constitue pour l'État une source de revenus considérables. On peut évaluer qu'avec l'accumulation des impôts, près d'un tiers du prix de vente d'une voiture automobile est revenu au fisc lorsque la voiture est usée.

L'industrie automobile exige la mise à sa disposition d'un matériel considérable, d'où concentration formidable. Nous citerons, à titre d'exemple, la Ford Corporation. Cette entreprise représente un trust véritable des plus complets. Ford possède ses mines de fer, ses mines de charbon et a mis la main sur de nombreuses industries accessoires de tous genres pour satisfaire aux besoins de ses usines d'automobile. L'exemple de Ford n'est pas unique, son concurrent le plus dangereux, la General Motors, soutenu par Morgan, est encore plus puissant que la Ford Corporation.

La concentration est une des caractéristiques de l'industrie automobile dans tous les pays. Aux États-Unis, il y avait en 1925, cent quatre-vingt grosses firmes, en 1930, il n'y en avait plus que quarante-quatre dont une bonne partie sont groupées entre elles. Les grands trusts américains possèdent du reste 27 usines en Europe, la plupart de montage, 13 en Océanie, 11 dans l'Amérique du Nord, 10 dans l'Amérique du Sud, 4 en Asie, 3 en Afrique. La production de Ford a été en novembre 1929 de 33.8 0/0 de la production totale des États-Unis, celle de la General Motors a été de 27.84 0/0 et celle des autres marques ensemble de 33.36 0/0. Les richesses réelles dont disposent la totalité de ces firmes peuvent se chiffrer par dizaines de milliards.

Pour les pays producteurs européens, le phénomène de concentration, s'il prend moins de proportions est toutefois considérable.

En Angleterre, exception faite pour les voitures de haut luxe : Rolls Royce et Daimler, il n'y a que peu de firmes qui tiennent vraiment le marché : Morris, Austin et Singer se répartissent plus de 50 0/0 de la production. La concentration est de plus continuelle. En 1928, la Daimler Motor Car Company a absorbé la Commer Cars Limited. En Allemagne, l'industrie américaine et tout particulièrement la General Motors s'est efforcée d'absorber les grandes firmes. La General Motors a mis la main sur la Société Opel et de plus, possède des intérêts, malheureusement peu connus, dans d'autres grandes entreprises.

Il existe également un cartel d'intérêts assez étendu entre six grandes maisons allemandes.

En Italie, il n'existe vraiment en dehors des marques de haut luxe : Lancia — Alfa Romeo — Itala, que la Maison Fiat qui fabrique à elle seule 80 0/0 environ de la production italienne.

En France, depuis la guerre, la concentration s'est sans cesse accentuée. Les firmes qui tiennent le marché sont, ou très puissantes et liées au capital international, ou unies entre elles par des cartels d'intérêts. Dans la première catégorie, il faut ranger : Citroën au capital de 400 millions soutenu par la Banque Lazard Frères ; Peugeot soutenu par la Banque Oustrie, laquelle Banque Oustrie semble représenter les intérêts de Ford en France ; Renault qui n'ayant que soixante ouvriers en 1900, a réalisé pendant la guerre des bénéfices fantastiques

et qui est de plus soutenu par la Banque de l'Union Parisienne et possède plusieurs maisons avec la finance internationale, notamment avec les groupes allemands. Dans la seconde catégorie, il faut ranger les petites maisons : Chenard et Walcker, Rosengard, Delahaye, Donnet et Arès, qui ont constitué un consortium ayant pour but l'achat, en commun, la standardisation des modèles et des procédés de fabrication.

L'industrie automobile n'a pas seulement besoin de grands moyens pour se développer, il faut aussi que de nombreuses industries annexes qui dépendent d'elle mettent à sa disposition des productions considérables. On estime qu'en Amérique, l'industrie automobile absorbe :

85 0/0 de la consommation du caoutchouc	acier
18 0/0 — — — — —	glaces
74 0/0 — — — — —	bois
19 0/0 — — — — —	aluminium
27 0/0 — — — — —	cuivre
15 0/0 — — — — —	pétrole
80 0/0 — — — — —	nickel
28 0/0 — — — — —	

En France, l'industrie automobile en 1929 a absorbé plus de 250.000 tonnes d'acier et un tiers environ de la production française d'aluminium.

On peut évaluer que la production automobile proprement dite occupe près de quatre millions d'ouvriers (dont plus de deux cent mille pour la France) pour une production mondiale ayant atteint six millions d'automobiles dont plus de cinq millions pour les États-Unis.

Nous avons vu que cette industrie était fortement concentrée. Elle vient de plus au premier rang des industries rationalisées. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis le voyage des premiers ingénieurs de Renault en 1912 à l'United State Steel Corporation pour y prendre leurs premières leçons d'organisation. Les principes Taylor sont largement dépassés dans les usines rationalisées où s'installent bientôt les méthodes de sélection les plus modernes. Cette rationalisation et cette concentration ont engendré une organisation patronale de combat très active.

Le temps est loin où M. Louis Renault consentait à discuter comme cela se passait encore en 1902, avec ses ouvriers (dont le nombre ne dépassait pas alors 150) qui étaient parmi les moins mal payés de la région parisienne ; M. Renault est maintenant à la tête du patronat de combat français. L'accumulation considérable réalisée sur le dos des prolétaires par les industries automobiles a singulièrement facilité la tâche des exploitateurs.

Les seuls bénéfices réalisés par Ford dans les neuf premiers mois de 1929 ont atteint plusieurs milliards ; en 1928, les bénéfices de la General Motors ont dépassé 7 milliards.

Il est dommage que M. Renault ne publie aucun bilan, mais il n'y a pas besoin de bilan pour voir l'accumulation réalisée par un homme qui, en 1899, travaillait encore à l'atelier et qui se trouve aujourd'hui à la tête d'une entreprise de très grande force. Si on ajoute à cet exposé que l'industrie automobile est très sensible à toute crise et se débarrasse avec désinvolture de ses ouvriers suivant les besoins qu'elle peut en avoir, on comprendra toute l'importance que l'industrie automobile a pris dans les rapports de classes.

SITUATION DES GRANDES FIRMES FRANÇAISES

Les ventes des principales firmes ont été, en 1929, pour la France et pour les voitures de tourisme, de 209.800 voitures ; ce chiffre représente dans l'ensemble environ 70 0/0 de la production française, ce qui porte celle-ci à environ 299.710 voitures pour 1929.

La répartition des ventes en France a été la suivante :

(Ces chiffres ne sont qu'approximatifs, mais donnent cependant l'ordre de grandeur des ventes).

Citroën, 82.000 ; Renault, 37.350 ; Hotchkiss, 10.500 ; Chenard, 7.600 ; Unic, 5.500 ; Delage, 5.500 ; Mathis, 5.000 ; Rosengard, 4.500 ; Talbot, 4.000 ; Donnet, 4.000 ; Elcorne, 3.500 ; Voisin, 3.000 ; Delahaye, 2.750 ; Berliet, 2.500 ; Panhard, 3.000 ; Amilcar, 2.000 ; Bugati, 1.000 ; Nallot, 300.
--

En regard de ces ventes de voitures françaises sur le marché intérieur, il est intéressant de noter la valeur des importations de voitures de tourisme en France.

Voitures américaines :

Ford, 19.000 ; Chevrolet, 5.000 ; Buick, 2.500 ; Chrysler, 750 ; Packard, 250.

Voitures italiennes :

Fiat 1.900.

Faisons un court examen des grandes firmes françaises d'automobiles :

Société André Citroën

Capital de 400.000.000.

Cette firme possède dix filiales de vente à l'étranger, 603 agences de vente dans le monde. Elle a monté, suivant l'exemple américain, quatre usines à l'étranger (Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie). Elle a créé plusieurs Sociétés : Ixis Citroën, Engrenages Citroën.

Son actif réel représente plus d'un milliard. Le chiffre d'affaires a dépassé deux milliards en 1929. Les bénéfices réels sont difficiles à évaluer et cela d'autant plus que Citroën antérieurement a passé à un compte « réserves » des sommes considérables. Par exemple, du 30 juin 1928 au 30 juin 1929, le bénéfice brut a été de 170 millions dont 102.000.000 ont été passés à un compte de réserves. Les réserves s'élevaient actuellement à 440.000.000 de francs (plus que le capital).

Citroën pourrait produire près de 20.000 voitures par mois. En 1928, Citroën a exporté 30.000 voitures. Son chiffre d'affaires a été pour :

Premier semestre 1928 : 303.000.000.
Deuxième semestre 1928 : 632.000.000.
Premier semestre 1929 : 1.133.000.000.
Deuxième semestre 1929 : 958.000.000.

Citroën est soutenu par la Banque Lazard Frères qui représente des intérêts américains auxquels la General Motors n'est pas étrangère.

Renault

Cette maison ne publie aucun bilan, ne donne aucune espèce d'information. Le capital a été porté en janvier 1929 de 80 à 120.000.000. Il est insignifiant en regard de l'actif de cette maison qui dépasse un milliard. Le développement de Citroën a porté un gros préjudice à la firme Renault ; depuis quelque temps, elle semble toutefois retrouver un peu de faveur dans le public. Il ne faut pas oublier que Renault travaille aussi pour le Ministère de la Guerre et que ses commandes rapportent bien.

Renault est soutenu par la Banque de l'Union Parisienne.

Peugeot

Capital : 190.000.000. Porté en 1928 de 90 à 190 millions.

Le chiffre d'affaires a été de 571.000.000 pour l'année 1926, 471.000.000 pour l'année 1927, 510.000.000 pour l'année 1928.

Les bénéfices ont été de 30.000.000 en 1926, 29.000.000 en 1928, 35.000.000 en 1928 ; ils sont croissants.

Le succès de Peugeot est surtout dû à sa petite voiture et aux facilités de crédit que donne son organisme, la D.A.P. au capital de dix millions.

Cette firme est soutenue par la Banque Oustrie qui l'a même aidée dans des circonstances assez difficiles.

Hotchkiss

Vieille société datant de 1887, au capital de 16.000.000 en 1923, représentée par des actions de cent francs. Ces actions ont été remboursées en 1923 et remplacées par des actions de jouissance. Il faut croire que cette jouissance est bonne puisque les actions valent aujourd'hui, tout en ayant été remboursées, de 1.700 à 2.400 francs en Bourse. Les bénéfices plafonnent autour de 23 à 24 millions par an, depuis ces dernières années et permettent de donner 90 francs par action remboursée de 100 francs aux actionnaires.

Le capital de 16.000.000 ne veut évidemment rien dire ; l'actif dépasse largement cent cinquante millions. Il y a de nombreuses réserves occultes et des participations inconnues.

Cette firme est d'origine anglaise. Comme pour Renault, les commandes que passe le Ministère de la Guerre à Hotchkiss ne sont pas étrangères à ces bénéfices

considérables et dernièrement, les commandes reçues de plusieurs gouvernements pour la nouvelle mitrailleuse antiaérienne renforcent la conjoncture de cette maison qui est déjà excellente du fait de la cote qu'ont ses modèles.

Donnet

Au capital de trente-cinq millions, monté à l'origine avec les bénéfices de guerre de M. Donnet. Ne sert plus, depuis 1925, de dividendes. Le bilan accusait une perte en 1924, un bénéfice de six millions en 1928.

La trésorerie de cette affaire est gênée. L'entreprise n'a jamais disposé de moyens suffisants. On a pensé à plusieurs moments que Donnet suivrait le chemin de Berliet (réglement transactionnel en 1921) ; d'Amilcar et de Dion-Bouton (liquidation judiciaire) et d'est son entrée dans le consortium Chénard Walcker qui l'a empêché de sombrer.

En ce qui concerne Amilcar, cette firme a été relevée avec l'aide de la banque Weyl Scherbach ; l'un des fils Delage est directeur d'Amilcar depuis peu.

Talbot

Capital de vingt millions ; a connu une période très critique de 1921 à 1923 ; en 1928, a fait cent cinquante-cinq millions d'affaires.

Soit environ 3.000 à 3.500 voitures par an.

Les usines Talbot ne produisent pas de bénéfices. Talbot est soutenu par un groupe anglais qui dirige également les automobiles Sunbeam.

Chénard et Walcker

Cette société d'origine (mars 1906) au capital de 1.600.000 francs, portée à 44 millions 275.000 francs en 1928.

Les bénéfices dépassent six millions depuis 1928 l'actif total est de 30.000.000. L'actif financier, tout en étant bon, n'est pas très élevé, mais pas la réalité de cette des grosses firmes d'abord examinées malgré la participation au Conseil d'Administration du tout puissant magnat de la métallurgie Th. Laurent.

Société des Automobiles Unic

Le capital à l'origine était (1906) de 2.500.000 francs et a été porté en 1929 à 8.250.000 francs.

Les titres de cette Société ne sont pas cotés ; elle ne publie pas de bilan. La situation d'Unic qui a réalisé de gros bénéfices pendant la guerre est solide. La Société Unic est soutenue par Rothschild — on dit que ce puissant commanditaire songerait à limiter son appui.

Société des Automobiles

L. Rosengard.

Le capital de 10.000.000 a sa constitution (1928) a été porté en juin 1929 à 20.000.000. La Société n'a encore publié aucun compte.

A noter que la Société Chénard et Walcker est officiellement représentée au Conseil d'Administration.

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Nous étudierons dans notre prochain numéro la production et la circulation de voitures automobiles dans les différents pays ainsi que la situation du marché mondial de l'automobile.

Notre signalera seulement aujourd'hui que la situation se caractérise par une crise de surproduction chronique.

Examinons la position du marché français devant cette crise.

Pour la France, de 1920 à 1925, le nombre d'automobiles en circulation a augmenté de 25 0/0 environ par an ; de 1925 à 1929, on constate une régression très marquée puisque l'augmentation atteint seulement 10 0/0 environ annuellement.

Parallèlement à ce ralentissement de la consommation, les firmes automobiles augmentent sans cesse leur production. De plus l'industrie américaine qui, jusqu'à 1928, n'exportait qu'assez peu en France, commence à envahir le marché. Le fait que Ford se classe quatrième dans la vente d'automobiles en France, en 1929, est très caractéristique à cet égard. Que sera dans ces conditions la position

des firmes d'automobiles françaises ? Il faut s'attendre à certaines difficultés. La haute conjoncture de l'économie française laisse encore, malgré le malaise actuel, d'assez larges possibilités de consommation mais il ne faut pas oublier que la consommation intérieure demeure limitée et de plus, que l'industrie automobile française exporte près de 30 0/0 de sa production.

Or, les exportations s'annoncent très difficiles du fait des efforts considérables que va faire l'industrie américaine pour faire face à sa crise de surproduction. Il faut donc s'attendre à une restriction de la vente et dans l'ensemble à un recul sur 1929. Les grosses boîtes, comme Citroën, Renault, Peugeot, Hotchkiss, grâce à leur supériorité financière, à leurs possibilités de ventes à crédit, à leurs puissantes réserves, ne doivent pas connaître de difficultés sérieuses mais pour les firmes d'importance secondaire, même prospères aujourd'hui comme Chenard, Unic, Talbot, Panhard, etc., il peut en être tout autrement.

Donnet semble assez menacé. Delage vient ensuite. Il est de plus certain que Voisin aurait déjà fait faillite si ses commandes pour l'aviation ne l'avaient pas tiré de là. Les difficultés d'Amilcar, de nombreux autres et dans l'ensemble, une restriction de la vente, touchera certainement sérieusement ces firmes.

Il est impossible de prévoir exactement la durée de résistance possible des unes ou des autres, mais pour Delage, semble devoir être, à plus ou moins longue échéance, peu prochaine du reste, pour la plupart, soit la faillite, soit la fusion avec une grosse voiture, soit l'entrée sous le giron du capital international ou mieux de la General Motors.

Cette solution de concentration sera vraisemblablement celle qui sera adoptée par la plupart des firmes. Elle a fait se réaliser en 1929. En effet, il fut un moment question de former entre Unic, Delage, Delahaye, Hotchkiss et quelques autres une sorte de General Automobiles Françaises, puissant trust au capital de huit cent millions, peut-être d'un milliard. Le Crédit Industriel et Commercial devait appuyer l'opération. Ces négociations tout à fait secrètes n'ont pas abouti, les différents requins n'ayant pu s'entendre sur la répartition des parts, le syndicatisme du besoin qu'elle décollait.

Il est nécessaire d'ajouter que ces difficultés s'accompagneront de nouveaux efforts de rationalisation avec leur cortège d'exploitation et d'insécurité aggravées pour les travailleurs de l'industrie automobile surtout dans ce pays où nos industriels ont l'habitude de rattraper par le bas ce qu'ils donnent à leurs ouvriers. L'infériorité technique de leur outillage et de leurs méthodes. Nous reviendrons sur cette question.

Il était très curieux de voir les journaux bourgeois, le Temps en tête, s'insurger contre l'idée que Ford pourrait payer ses ouvriers d'Asnières au taux américain, les ouvriers français n'ayant pas parait-il, d'après ces messieurs, les mêmes besoins que les ouvriers américains. Il serait du reste erroné de croire à la prospérité des ouvriers américains. Le chômage actuel de cinq millions d'entre eux met en relief les bienfaits de la rationalisation capitaliste pour les classes laborieuses.

PERSPECTIVES POUR LA LUTTE OUVRIÈRE EN FRANCE

Les conditions de lutte sont particulièrement difficiles pour le prolétariat. Il se heurte dans cette industrie à une concentration très importante et à un patronat des mieux outillés pour les conflits sociaux. C'est l'industrie automobile française qui patronne pour une large part le Groupe des Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région Parisienne, dont le siège discret est 106, rue Lauriston à Paris et qui représente la seule force patronale vraiment organisée pour la lutte dans la région parisienne.

Il serait toutefois excessif de croire qu'il n'y a rien à faire. Les industries automobiles présentent des points très vulnérables. Le choix du moment a une importance considérable et une action déclenchée à l'heure opportune peut faire reculer le patronat. Il est bien évident par exemple, qu'après un Salon, lorsqu'un modèle à la grosse cote comme cela a été le cas pour Hotchkiss pour ses derniers modèles quatre et six cylindres, lorsque les commandes affluent, que la mode s'en

mêle, on peut frapper ; le constructeur sait bien en effet que s'il n'est pas en mesure de livrer assez rapidement, l'engouement pour sa marque peut disparaître et que de nombreux consommateurs possibles préféreront plutôt n'attendre un temps indéterminé, passer commande à une marque différente.

Il importe donc, dans cette industrie plus que tout autre, pour les syndicats ouvriers, d'être au courant des syndicats de commandes. Il faut aussi connaître les liaisons des firmes entre elles. Nous avons vu par exemple qu'en France : Chenard et Walcker - Donnet - Delahaye - Rosengard - avaient formé un consortium d'intérêts. Il est bien évident que si l'action se déclenche dans une de ces firmes, elle aura l'appui des autres qui pourront commencer à fabriquer pour elle. Il y aura donc lieu dans ces cas de voir comment on pourrait étendre l'action aux autres firmes du même groupe.

Tout ces considérants auxquels on pourrait en ajouter bien d'autres, sont en fait tout à fait secondaires si, avant tout, n'existe pas une bonne direction syndicale. Les syndicats de la métallurgie sont squelettiques dans la C.G.T.U. ; ils ne comptent que quatre mille adhérents ; ils se sont révélés absolument insuffisants, en toutes occasions, depuis quelques années.

Il y a beaucoup à faire dans les usines automobiles de la région parisienne et on peut obtenir des résultats à condition de revenir aux bonnes méthodes. Ce n'est pas en cherchant à « politiser » artificiellement les mouvements revendicatifs que l'on peut recruter et avancer mais c'est en s'organisant en vue d'obtenir des succès. On ne peut arriver à ce but qu'avec une politique juste et une connaissance sérieuse des forces en présence pour chaque cas particulier. Il faut aussi pour que se développe l'esprit révolutionnaire des exploités que le parti communiste renonce à ses bluffs à répétition qui n'arrivent qu'à semer la démoralisation et le doute et gardent sous le joug les ouvriers qui comptent parmi les plus exploités des grandes industries automobiles mondiales.

Les journaux d'usines peuvent rendre de grands services, à condition qu'ils éduquent, intéressent les ouvriers, leur fassent connaître les bénéfices de leurs exploités, et leurs méthodes. Des mois d'ordre revendicatifs pour l'augmentation des salaires, contre la surexploitation par la rationalisation capitaliste, contre le surmenage, contre l'augmentation continue de la cadence des chaînes, seront immédiatement compris et remplaceront avantageusement les mots d'ordre vagues et incompréhensibles comme celui-ci : « Contre la rationalisation » qui prête à toutes les confusions.

Bien des lullés sont probables à plus ou moins brève échéance, luttés très pénibles dans cette industrie. Il importe, surtout des bavardages et des mensonges, de commencer à les bien préparer.

RUBBER.

BLOUMKINE

Les dirigeants du parti se taisent obstinément sur l'assassinat de l'oppositionnel russe, Bloumkine, assassinat qui engage la responsabilité de Staline. Les sous-ordres de l'appareil, à qui on n'ose pas même faire la leçon, sont embarrassés.

A la réunion de la section syndicale unitaire de l'A.O.P., le 13 février, la question Bloumkine a été posée. Léandre Neveu a répondu à la 4e rayon, ergola, invoquant le manque d'assurance de Roy, pour prétendre que l'assassinat de Bloumkine n'a pas à être discuté. Grossièrement il fit une diversion en parlant de l'affaire Koutépov, Gourgely dénonça la duplicité des dirigeants du parti et de l'Humanité, dont le silence est un aveu honteux d'un crime accompli contre le communiste oppositionnel Bloumkine et contre la révolution russe.

Après Lemire, un majoritaire indique — une motion demandant des explications aux organismes centraux sur la fusillade de Bloumkine ayant été déposée — que de toutes façons, elles seront demandées. Ça ne faisait pas l'affaire de ses amis, qui, voyant la majorité des camarades disposés à ne pas les suivre, provoquèrent un boucan infernal, avec accompagnement d'injures variées et obtinrent ainsi, qu'aucune décision ne puisse être prise.

Mais ça n'est que partie remise. Il faudra bien qu'eux et ceux d'ici les reçoivent les ordres, s'expliquent sur le cas Bloumkine. — G.

LA VIE OUVRIÈRE

FIN DE LOCK-OUT A BELFORT

Les patrons de l'Alsthom et des usines textiles de Belfort triomphent.

Ils avaient déclaré le lock-out pour répondre aux revendications, pourtant minimes, de leur personnel, une dizaine de milliers d'ouvriers. Ces derniers, après une résistance de trois semaines, sont rentrés, battus.

D'autres aussi, se réjouissent. Ce sont les confédérés, qui, n'ayant pu, dès le début du conflit, prendre la direction du mouvement, ne voyaient pas sans fureur, les unitaires les évincer. Aujourd'hui, ils peuvent enfin se consoler, et crier au « fascio communiste ».

Il faut avouer que les confédérés auront été singulièrement aidés, dans leur besogne de discrédit des méthodes révolutionnaires, par la tactique des délégués confédéraux unitaires, qui, à Belfort comme partout, ont essayé d'appliquer les fameuses thèses sur la « politisation » des grèves.

Il est indéniable qu'un grand mécontentement régnait dans les usines de Belfort. C'est pourquoi, on aurait tort d'affirmer comme le font les confédérés, bons petits bourgeois, que les unitaires ont « fomenté » les grèves de Belfort. A l'Alsthom, les ouvriers étaient payés à des taux de misère ; les salaires des ouvriers qualifiés n'atteignaient même pas ceux payés aux manœuvres de la région parisienne, de la même firme. On a cité pour les ouvriers du textile des chiffres édifiants : des vingt francs par jour, voilà ce que ne craignent pas d'offrir les patrons de la D.M.C.

Tardieu, lui-même, non suspect, avait invité les industriels de Belfort à montrer un peu plus de « générosité » ; ce qui ne l'empêchait pas d'ailleurs, de faire donner, un peu plus tard, ses gardes mobiles contre les lock-outés, manifestant.

Dans ces conditions, les délégués unitaires rencontraient dans la région, un terrain favorable, pour le déclenchement d'un mouvement. Mais, il fallait tenir compte d'autres facteurs. Les syndicats unitaires et les organisations du Parti étaient à Belfort, extrêmement faibles. Un syndicat de métallurgistes, unitaire, de quelques dizaines de membres s'était peu. Et Cachin pouvait écrire : « C'est à peine, si parmi les usines textiles et métallurgiques de la ville on comptait encore il y a quelques jours, de très rares ouvriers communistes et unitaires. »

On pouvait donc penser que les délégués unitaires auraient agi avec prudence. Ce serait mal les connaître. Ils ont voulu, voir, avant tout, dans les mouvements de Belfort la justification du « caractère politique » des grèves.

A son de trompe, ils annonçaient dans les meetings de grévistes à Belfort, dans l'Humanité, que le mouvement avait des buts politiques. Cela faisait particulièrement plaisir aux patrons, lesquels ne manquent jamais de prétendre que les mouvements revendicatifs de leurs ouvriers ont des mobiles politiques. Les confédérés ne cachent même pas leur joie de voir les délégués unitaires, faire une besogne, qui facilitait grandement la leur.

Une augmentation générale de 75 centimes horaires que demandaient les grévistes de l'Alsthom, un congé annuel payé, sont-ils des buts politiques ? Oui, si l'on fait en croire les « zélés » politiciens des grèves, qui à défaut d'une saine compréhension des luttés ouvrières, sont pourvus des thèses du dixième plénum.

Il fallait donc chercher avant tout la victoire. Celle-ci a par elle-même des vertus autrement grandes que les phrases sur la « politisation » des grèves.

Un fléchissement apparaissait dès le début du conflit. Des rentrées avaient eu lieu. Elles étaient soigneusement dissimulées par les délégués unitaires, dans l'Humanité. Ces fissures dans le bloc ouvrier, favorisées par les confédérés de Belfort, dont quelques-uns travaillent à l'Alsthom et sont en même temps conseillers municipaux de Belfort, devaient inciter les dirigeants du mouvement à la prudence. Au contraire, les Lebourcier, Simonin, Croizat, redoutaient de déclarations nettement « dans la ligne » mais visiblement très sottes. On racontait que le parti était acclamé par les grévistes alors que ceux-ci de plus en plus nombreux rentraient. Puérilement on disait que les grévistes attendaient « fébrilement » Cachin, comme si ce dernier était porteur de recettes miraculeuses. Peu de temps avant la rentrée

générale, sans condition, des grévistes de l'Alsthom, sur leur moral excellent et on prétendait que le mouvement était encore très « frais ».

Les patrons n'avaient donc qu'à attendre, ce qu'ils espéraient c'est-à-dire le dénouement de la bataille des lock-outés. Celle-ci ne devait pas tarder.

L'échec de Belfort aura des conséquences dont il serait vain de contester l'importance. Déjà, on voit que des dizaines d'ouvriers paieront du mécontentement leur dévouement dans la lutte. Les seigneurs de la métallurgie et du textile de Belfort prennent leurs précautions dans la crainte de l'avenir.

Les confédérés sont soulagés. Ils espèrent maintenant avoir dans cette région, de quoi se féliciter de dégoûter les ouvriers des moyens qui ne s'inspirent pas de l'arbitrage à tout prix.

Après les échecs de Châtignac, de Briey, des Thomson et Alsthom de la région parisienne, du Matériel téléphonique de Boulogne, il faut maintenant ajouter ceux de Belfort. Triste palmier !

Certes, on se livrera à cette bizarre auto-critique dont le principe essentiel consiste à ne jamais reconnaître qu'un échec est un échec, mais à nous démontrer que la volonté de combat des ouvriers est « admirable », que la « radicalisation » des masses « devient de plus en plus réelle », comme si cette constatation n'était pas pour ceux qui dirigent vers l'échec ces ouvriers aussi « radicalisés », la pire condamnation.

Ce sera la tâche des ouvriers révolutionnaires de montrer que le pire véritable des dirigeants confédéraux unitaires, cache la plus dangereuse incapacité. L'exemple de Belfort les y aidera.

NOTES

On sait que, pour la direction du parti, l'affirmation du rôle dirigeant du parti se traduit par un bluff à la fois bête et puéril. Ainsi, on publie dans l'Humanité, une note invitant « les camarades du parti dont les rayons sont situés sur les territoires des usines de pétrole, de passer le plus rapidement possible à la 20e U.T. prendre le matériel. »

On supposait jusqu'à présent, que c'était aux syndicats à venir prendre le « matériel » à la 20e U.T. ; on s'est trompé. Maintenant, c'est la 20e union régionale de la C.G.T.U. qui dirige la région parisienne du parti communiste.

Autre énormité. On convoque pour le jeudi 27 février, au siège du parti, les « fractions dirigeantes de la région parisienne », afin d'examiner les prochains mouvements du 6 mars, du 6 mars et du premier mai.

Ce n'est pas parce qu'on répète comme des bigots « parti fraction dirigeante » qu'il le sera réellement et sérieusement. Si le dernier mouvement de Belfort avait été un succès, cela aurait prouvé autrement que par l'étalage provoquant des dirigeants du parti, que ce dernier est vraiment la « fraction dirigeante » du mouvement ouvrier.

LES ÉDITIONS RIEDER

JOSEPH JOLINON

Prix de la Renal sance 1929

a dédié

LES REVENANTS
DANS LA BOUTIQUE

Un Vol. 13 fr. 50

CEUX
DE LA DERNIÈRE
CEUX
DE LA
PROCHAINE

LA VIE DE L'OPPOSITION

Pour une liaison de l'opposition internationale

Le besoin d'un lien rattachant les uns aux autres les groupes d'opposition de gauche existant dans le monde est particulièrement vivement ressenti. Partout on constate la nécessité d'un minimum d'organisation reliant nos forces éparses. Ces groupes ne se considèrent pas comme autant d'îlots nationaux, menant chacun une existence indépendante. Ils savent qu'ils sont les sections d'une opposition internationale ayant une politique bien déterminée en ce qui touche les problèmes fondamentaux et une tactique précise. C'est pourquoi ils sentent tout ce qu'il y a d'anormal dans le fait que cette opposition internationale soit encore dépourvue de tout centre de coordination.

A maintes reprises, ainsi que nos lecteurs ont pu le constater par les correspondances que nous avons publiées, la même pensée s'est trouvée formulée : « Il faut une liaison internationale pour les groupes d'opposition » disent nos camarades belges et américains, espagnols et chinois... Et dans des lettres particulières on ajoutait : « C'est vous qui devez vous charger de créer cette liaison, car c'est vous qui êtes le mieux placés pour le faire. » Jusqu'ici, malgré des insinuations répétées, nous avons hésité à entreprendre ce travail. Non que nous fusions moins convaincus que nos correspondants de la nécessité d'une liaison internationale, mais parce que nous nous rendions compte de l'importance du travail qu'elle exige. Il est facile de parler de « conférence internationale » ; autre chose est de le faire.

Un fait vient de nous décider à répondre aux appels qui nous ont été adressés. Nous avons appris que la direction du *Leinbund* prépare l'exclusion des membres de l'organisation qui critiquent la politique d'Urbanus, et que celui-ci s'apprête à faire sanctionner cette décision dimanche prochain. Le camarade Urbanus est un « zinovéviste-bolchéviste » de 1923, quand il opérait avec Maslov et Ruth Fischer. Il n'a pas capitulé, mais il est resté zinovéviste, et continue son patron « épurait » l'Internationale communiste et veut « épurer » le *Leinbund*. Et toujours, comme son patron il base son action sur une extraordinaire déformation des faits. A l'en croire, toute l'opposition internationale, à peu de chose près, serait d'accord avec lui, notamment dans son appréciation du caractère de classe de l'Union soviétique qu'il considère comme n'étant plus un Etat prolétarien. Nos lecteurs savent déjà, par les correspondances que nous avons publiées, que c'est justement le contraire qui est vrai et pour que Urbanus ose écrire de telles choses il faut qu'il spéculer sur l'ignorance des camarades du *Leinbund*. C'est cette ignorance qu'il faut travailler, d'abord, à faire disparaître. Certes, une conférence internationale à laquelle participeraient tous les groupes qui se réclament de l'opposition de gauche est désirable et urgente. Mais il faut se rendre compte de la tâche énorme que sa réalisation constitue et qu'avant tout un travail de préparation est indispensable. C'est ce travail plus modeste que nous allons entreprendre.

Nous pensons qu'il faut commencer par la publication d'un bulletin d'information. Ce bulletin, qui serait mensuel en attendant mieux, donnerait tous les documents et l'information concernant les groupes existants d'opposition de gauche. Un secrétariat serait chargé de rassembler la documentation et de la publier. Il constituerait le premier lien international. Outre l'information, le Bulletin pourrait faire une place à la discussion, restant bien entendu que le secrétariat n'aurait qu'un rôle avant tout technique et que seule la conférence internationale, quand elle se réunirait, serait qualifiée pour prendre des décisions.

Nous soumettons ce projet aux groupes d'opposition de tous les pays, leur demandant de nous faire parvenir sans délai leurs réponses avec observations et suggestions. Nous sommes décidés pour notre part à ne ménager aucun effort pour mettre debout cet embryon d'organisation internationale le plus tôt possible. Il contribuera certainement à aider l'opposition et lui permettra de prendre conscience de sa force.

LA VERITE.

L'activité de l'opposition communiste espagnole

Il y a à peu près deux mois que les groupes communistes espagnols du grand-duché de Luxembourg ont décidé à l'unanimité de donner leur adhésion enthousiaste aux idées que défend l'opposition communiste de gauche internationale. Peu après se sont constitués des groupes communistes espagnols dans plusieurs villes de Belgique ; ces groupes ont immédiatement et à l'unanimité adhéré à l'opposition, exception faite du groupe de Bruxelles dans lequel une minorité insignifiante — composée de trois individus chassés de nos milieux à cause de leur passé immoral — a donné son adhésion aux idées de Staline ; mais l'énorme majorité du groupe fut, est et restera en plein accord avec l'opposition.

Une décision postérieure des différents groupes de Belgique et du Luxembourg (convertis en groupes espagnols d'opposition communiste) amena la création d'une « commission de diffusion et de propagande », chargée de faire connaître parmi les communistes espagnols, en Espagne et à l'étranger, les idées de l'opposition communiste internationale — idées que la bureaucratie stalinienne du parti communiste d'Espagne prétendait cacher, déformer et diffamer aux yeux des communistes et de la classe ouvrière espagnole en général.

Notre commission de diffusion et de propagande a travaillé beaucoup et bien ; elle a envoyé des circulaires, des brochures, des journaux, des revues et des livres ; elle a établi le contact entre les camarades de toutes les régions en Espagne, elle a publié un manifeste qui a été largement distribué et bien accueilli par les travailleurs espagnols, en Espagne et à l'étranger ; elle a dénoncé la politique néfaste et la passivité de la bureaucratie du P.C.E. en face de la situation politique espagnole ; elle a réussi à ce que le comité exécutif du Parti commence à s'éveiller (il est certain qu'il ne l'a fait que pour lutter contre les camarades de l'opposition, les dénoncer, les calomnier et les exclure du Parti) ; elle a réussi à réveiller les meilleurs éléments contre la bureaucratie qui a anéanti le Parti. Les résultats ont été rapides et excellents. Les bureaucrates ont perdu leur sérénité ; ils ont vilipendé contre nous, ont prophétisé notre fin rapide, nous ont calomniés, dénoncés, exclus ; ils ont annoncé pompeusement que tous les pays ont manifesté contre l'opposition et que partout on a désapprouvé, en les discutant, les problèmes posés par nous.

Ce dernier point pourrait suffire à lui seul à prouver l'importance et le développement de notre activité communiste en Espagne. Les bureaucrates eux-mêmes, qui avaient commencé par annoncer qu'ils ne s'occuperaient pas de notre « insignifiance », se sont vus obligés à « discuter nos circulaires », comme ils le déclarent eux-mêmes. Il est clair que la discussion n'a eu lieu qu'entre les bureaucrates et que la masse (le peu qui reste encore dans le Parti) n'y a pas pris part. La preuve en est dans le fait suivant : les bureaucrates ont vu publier la brochure du camarade Léon Trotsky : *Mon exil*, traduite en espagnol dans *El Nordeste*, de Gijón (Asturies).

Notre manifeste a été accueilli avec enthousiasme par les mineurs asturiens, par ces vaillants lutteurs qui ont été et sont la base du Parti communiste en Espagne et qui ont le plus et le mieux combattu contre les effets de la dictature de Primo de Rivera. Une grande sympathie s'est manifestée pour l'opposition. Le Comité Régional du Parti dans les Asturies a manifesté contre la bureaucratie stalinienne et se refuse à accepter les calomnies et les mensonges contre les camarades de l'opposition. Les communistes asturiens, après avoir lu les articles de Trotsky (*Mon exil*) ont compris que Trotsky n'est pas un contre-révolutionnaire, qu'il a été, est et sera le compagnon et le continuateur de Léonine, un des chefs indiscutables de la Révolution prolétarienne. C'est maintenant, bien après la publication de la lettre de faire-part stalinienne annonçant la mort

de l'opposition espagnole et l'annonce de « l'adhésion dans toutes les régions » que les bureaucrates sortent de leur repaire et annoncent l'envoi dans les Asturies d'un émissaire du Comité exécutif, « muni d'une documentation », pour discuter, sans doute, la vérité sur le trotskysme comme ils disent.

Mais, qu'ils n'en doutent pas, les rudes ouvriers des mines des Asturies sauront recevoir, comme ils le méritent, ceux qui prétendent calomnier les vrais communistes, et qui, en France et en Belgique, se refusent à discuter avec les camarades de l'opposition après avoir accepté la controverse et vont ensuite en Espagne ayant sous le bras leur portefeuille de bureaucratie complètement bourré de falsifications et de mensonges (bien qu'ils prétendent les faire passer comme « documentation véridique »). D'abord, nos amis asturiens ne manquent pas non plus de documentation juste et vraie ; ensuite ils savent très bien à quel point diminue le nombre des satellites de Staline en Espagne.

Mais ce n'est pas seulement dans les Asturies que l'opposition a rencontré des sympathies. A Madrid, à Bilbao, parmi les Espagnols résidant en France, l'opposition communiste espagnole a trouvé de bons camarades parmi les meilleurs communistes. Tous nous écrivent. Tous nous promettent leur aide, leur concours. L'opposition communiste espagnole s'est formée à la suite de l'échange d'impressions organisé par notre Commission de diffusion et de propagande qui déjà s'intitule Comité de l'opposition communiste espagnole.

Seuls — une bonne poignée d'ouvriers manuels et paysans résidant au Luxembourg et en Belgique — nous sommes arrivés en moins de six mois à réaliser un énorme travail de propagande, des idées de l'opposition. Seuls, nous avons établi les bases de la résurrection du mouvement communiste en Espagne.

Maintenant se pose le problème de la direction et de l'orientation de notre travail. Il est nécessaire, de façon urgente, de publier le projet de Bulletin de l'opposition communiste espagnole. Nous devons élaborer une plate-forme, la publier, la diffuser. Il nous faut de l'argent et des camarades bien disposés à travailler. Nous l'avons déjà dit aux camarades qui nous ont envoyé leur adhésion : *Ils doivent travailler pour l'opposition activement et pratiquement*. Il ne suffit pas de s'intituler oppositionalistes et de promettre son aide. L'opposition a le droit d'exiger de tous quelque chose de plus que les paroles. Quelques amis des Asturies ont montré qu'ils savent bien travailler.

La *Vérité* est due par ces bons camarades à qui nous nous adressons aujourd'hui. Qu'ils ne prétendent pas de leurs nombreuses occupations ; nous ne les admettons pas comme d'éternelles excuses. Croient-ils que nous n'en avons pas nous qui luttons constamment à la fabrique, à l'atelier, dans la mine et sommes obligés de nous occuper seuls de la direction d'une action qui est bien au-dessus de nos facultés, travail qu'eux pourraient faire avec beaucoup moins d'effort que nous ? Nous ne voulons pas dire par là que nous renonçons à travailler pour notre Parti. Nous ferons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, tout ce que nous pourrons. Mais il nous faut travailler ensemble, organiser notre travail, le répartir entre tous, agir tous.

Il est indiscutable que notre Bulletin doit paraître bientôt. Il sera le lien d'union de tous les oppositionalistes espagnols, l'orientation de notre activité.

En six mois nous avons fait un saut de géant. Dans six autres mois, l'opposition devra être l'âme, le guide du Parti communiste d'Espagne.

Henri LACROIX.

Barcelone, février 1930.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Rue Nys, PARIS-XXI

Tél. : Mémilmontant 73-26

Une adhésion

Nous sommes un groupe d'ouvriers étrangers venus à l'opposition depuis quelques années. Emigrés des pays à régime fasciste (Pologne, Lituanie, Roumanie) nous avons adhéré avec enthousiasme à notre sous-section de langue juive dans le parti communiste français aussitôt arrivés en France. Mais nous nous sommes vite rendu compte qu'un travail sérieux, un travail vraiment communiste était quasi impossible. Grâce au régime stalinien instauré depuis quelques années dans le Parti communiste français, notre sous-section était la proie d'intrigues de la plus vile espèce, et de querelles interminables.

Le Parti a mandaté un seul camarade pour diriger la sous-section. Ce personnage, qui est un stalinien-type (ignorant, déloyal, sans scrupules) a complété à sa façon son rôle de « mandataire ». Pour mieux diriger la sous-section il a décidé de la dissoudre. Depuis qu'il dirige la sous-section il fut obligé de la dissoudre 4 ou 5 fois !

Par la suite quelques camarades isolés ont commencé à s'intéresser de plus près à la lutte de l'opposition de gauche en U.R.S.S. Quelques tentatives de grouper les camarades ont été faites. C'est seulement après la parution de la *Vérité* et l'organisation de son groupe que le regroupement des camarades isolés a pu être fait. Nous avons édité une petite brochure avec l'article de Trotsky sur le conflit sino-russe. Nous sommes sur le point de lancer une revue mensuelle en langue juive.

Après une longue et sérieuse discussion du groupe sur la politique à suivre nous avons adopté la résolution suivante que nous demandons à la rédaction de porter à la connaissance des lecteurs de la *Vérité*.

1. — Le groupe oppositionnel juif estime que l'évolution des différents groupements oppositionnels en France d'une part, et l'expérience faite par le groupe juif d'autre part, lui permettent de poser d'une façon concrète la question de l'adhésion à l'un des groupements français de l'opposition de gauche.

2. — Le groupe a envisagé son adhésion au mouvement oppositionnel français comme une nécessité absolue pour son développement et s'est toujours opposé à l'idée d'une organisation des oppositionalistes étrangers isolée du mouvement français.

3. — La large discussion menée dernièrement dans le groupe et son attitude prise dans toutes les questions qui se sont posées devant l'opposition internationale (conflit sino-russe ; déclaration Racovsky ; question syndicale, etc.) ont conduit à prendre une position claire et précise dans toutes ces questions — position qui a rapproché le groupe de l'opposition russe et, en France, du groupe de la *Vérité*.

4. — Les dernières tentatives des groupements en France de faire la fusion ont démontré (à la conférence du 26 janvier) que l'unité des groupements « La Vérité », « Contre le Courant » et « Le Redressement Communiste » est impossible.

5. — Nous sommes entièrement d'accord avec la *Vérité* quand elle affirme que l'unité avec « Contre le Courant » aurait amené l'opposition à une confusion d'idées et, dans la question syndicale, à une position nettement anti-communiste. L'unité avec « Contre le Courant » est condamnable encore pour cette raison, qu'elle voterait toute l'opposition en France à l'inactivité permanente et à l'impuissance politique dans lesquelles ce groupe s'est trouvé pendant les trois années de son existence.

6. — Le groupe « La Vérité » a démontré pendant les 6 mois de son activité qu'il est capable non seulement de prendre des décisions claires et précises dans toutes les questions politiques importantes mais encore de développer une activité dans l'esprit des décisions prises et, ainsi, exercer une certaine influence sur une partie notable des ouvriers communistes.

7. — Pour toutes ces raisons, le groupe décide d'adhérer à la *Vérité* pour lutter ensemble pour les idées de l'opposition internationale de gauche.

Le Secrétaire.